

ESPAGNE : REFERENDUM MOROSE

- Près de 30 % d'abstentions dans l'Etat espagnol
- Malgré le matraquage gouvernemental, fort pourcentage d'abstentions dans les « nationalités » et les centres industriels :



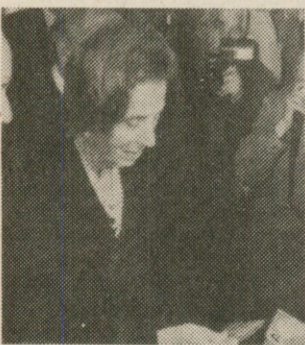
Juan Carlos

70 % à Ténériffe (Canaries),
48 % à Bilbao,
60 % à San Sebastien,
35 % à Barcelone,
48 % à Seville,
30 % à Madrid.

UN SCRUTIN TAILLE A LEUR MESURE



Adolfo Suarez



La veuve de Franco

Lire page 2

Deuxième jour de grève totale à l'EGF

- Saint-Nazaire: les syndicats décident d'arrêter l'occupation des chantiers navals et la direction appelle à la reprise du travail jeudi

Lire page 5



L'AVEU

Kanapa (PCF) à la télé:
« nous ne savions pas... »

Lire page 6

Audience record mardi soir aux Dossiers de l'écran avec le film de Costa-Gavras l'Aveu, relatant l'aventure d'Arthur London, ex-ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, victime d'un procès stalinien.

Mais l'intérêt de la soirée résidait tout autant dans le débat qui a suivi la projection, et auquel participait notamment Jean Kanapa, membre du BP du PCF. Un débat auquel participait entre autre Laurent Schwartz qui nous en a donné son appréciation. Curieusement aucun réalisateur du film n'avait été invité. D'où l'interview de Simone Signoret qui incarne dans le film Lise London. Pour sa part, Yves Montand, principal interprète, déclarant à Europe 1 après les déclarations de Jean Kanapa : « Il m'est difficilement supportable d'entendre des hommes de ma génération, et particulièrement ceux qui se trouvaient à la tête de l'appareil du Parti, dire aujourd'hui qu'ils ne savaient pas. »

Entretien avec Simone Signoret

- Que retiens-tu du débat d'hier ?

Je retiens tout, je n'ai pas été surprise par les propos de Schwartz (1), son attitude a été celle qu'il a toujours prise. Celle des London ne m'a pas surprise non plus. Je les connais depuis longtemps. Je connais aussi l'explication que Lise London a toujours fournie sur ce qui lui est arrivé à elle, parallèlement à ce qui lui est arrivé à lui. Kanapa, il ne m'a pas étonné non plus, parce qu'étant donné la nouvelle orientation du PC, j'avais prévu qu'il réserverait un autre accueil à ce film qui les avait tant chagriné et qui les a même rendu si

mechants par rapport à Montand et moi. J'avais tellement prévu le coup que dans mon bouquin, c'est bien pour cela que j'ai repris les vrais dialogues avec Maurice Pons, qui ont eu lieu il y a à peu près trois ans et demi. Et quand j'ai terminé le bouquin il y a quelques mois j'ai envisagé que l'attitude du Parti serait sûrement différente si le film sortait aujourd'hui. Alors je n'ai pas été étonnée, je n'ai pas été étonnée non plus que Kanapa ait l'air de faire semblant de ne pas savoir de quoi il s'agissait. Voilà. (suite page 6)

(1) Membre du comité des mathématiciens, présent au débat. Voir son interview en page 7.

LA JUSTICE PASSE...

- Après avoir été violée par son patron, Viviane est reconnue coupable de violence!

Lire page 4

- Elle accouche 7 mois après avoir été avortée et le tribunal la déboute de son procès contre la clinique

Lire page 3

□ ETAT ESPAGNOL

UN REFERENDUM MOROSE

• Succès de l'abstention en Euskadi et dans les centres industriels

Le premier référendum de la monarchie n'a pas soulevé d'enthousiasme débordant. C'est dans les zones où le poids des notables de l'ancien régime est le plus fort, comme à Salamanca et sur la Costa-del-Sol, dans les régions où le poids du mouvement ouvrier s'est fait le moins sentir ces dernières années, que la participation au scrutin a été la plus élevée. Comme cela était également prévisible, il semble d'après les premiers pointages qui ont été faits en cours de journée, que dans les centres industriels, les banlieues ouvrières de Madrid et de Barcelone que l'abstention ait été la plus importante.

Mais c'est en Euskadi que les mots d'ordre d'abstention ont rencontré le plus grand succès.

Depuis une semaine, se sont multipliés jusqu'à hier au soir les meetings, les manifestations et les rassemblements en faveur de l'amnistie, sur le thème « tous les prisonniers à Noël dans leurs foyers » et « Euskadi en s'abstenant, votera l'amnistie ». Ce matin, des manifestations, très vite dispersées par la police ont eu lieu dans plusieurs localités de Biscaye et du Guipuzkoa comme Sestao et Bermeo.

Le succès de cette campagne

a été tel, que dès ce matin, les présidents des bureaux de vote de plusieurs villes, comme Basauri, n'ont pas vu arriver malgré les menaces d'amendes les scrutateurs chargés de surveiller l'opération du scrutin et qui sont tirés au sort sur les listes électorales...

Les autorités civiles, pour empêcher l'intervention des piquets de propagande du boycott, avaient déployé dans les quatre provinces basques un énorme dispositif policier. En Biscaye, des contingents de six, sept, huit policiers militaires ou gardes civils, stationnaient toute la journée dans les écoles et les églises qui servaient de bureaux de vote.

La protection des abords était plutôt réservée aux « civils ». Dans l'impossibilité de mettre en œuvre des piquets actifs à la porte des bureaux, les militants, les partisans jeunes et vieux de l'abstention de tel ou tel village des deux rives du Nervion, se sont simplement massés, dans le calme aux abords des bureaux de vote, repérant et scrutant droit dans les yeux ceux qui poussaient la porte. Dès l'heure du « potéo », la tournée des cafés du début de soirée, ces deux patrons de bars

qui sont allés voter ont compris leur douleur, en voyant leurs salles désertées par les « progrès », les gens de gauche. Dans les usines, le mot de grève, qui n'avait été lancé au Pays-basque que par l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (maoïste et les organisations nationalistes révolutionnaires « abertzales ») a été peu suivi. Par contre le rapport de forces est tel dans certaines boîtes de la banlieue de Bilbao que les patrons se sont engagés à payer les « 4 heures pour aller voter » sans exiger en contrepartie la présentation de la carte électorale tamponnée. Dans certaines entreprises, au bout des quatre heures, les ouvriers ne sont tout simplement pas revenus, continuant leurs piquets de « dissuasion sociale », sous le soleil éclatant qui baignait les quatre provinces.

Ce sont surtout les gens âgés, auxquels on a expliqué parfois qu'il fallait voter pour toucher leur retraite, et les habitants des quartiers résidentiels des grandes cités qui ont le plus voté. Si à 15 h 30 le pourcentage de participation atteignait 40% à Bilbao-centre, il n'était que de 35% à San-Sebastien et 23% à Vitoria (province d'Alava).



Le Cheikh Yamani, ministre du Pétrole de l'Arabie saoudite (photo UPI)

La réunion des pays producteurs de pétrole

L'ARABIE SAOUDITE CASSE LES PRIX

« Nous pensons qu'il faut prolonger le gel des prix pendant encore six mois », a déclaré mardi soir, à son arrivée à Doha, le cheik Ahmed Zahi Yamani, ministre du Pétrole de l'Arabie saoudite. « La reprise de l'économie mondiale n'est plus actuellement assez forte pour supporter une hausse de pétrole. Nous sommes décidés à imposer ce gel et nous allons essayer de convaincre les autres membres de l'Organisation des exportateurs de pétrole. »

Cette prise de position, sans ambiguïté de l'Arabie saoudite, le plus gros exportateur de l'OPEP — capable à lui seul de casser les prix sur le marché s'il refusait de s'aligner sur les positions du « club des Treize » — a suscité de vives réactions parmi les douze ministres du Pétrole, réunis à Qatar, pour étudier le relèvement des prix du brut. Parce que l'OPEP recouvre des

intérêts économiques et politiques parfois profondément divergents, les décisions y ont toujours été prises, jusqu'à présent, à l'unanimité. Celle-ci sera certainement difficile à trouver — comment en serait-il autrement, puisque l'Irak exige une hausse de 25 %, l'Iran se battant elle pour 15 % et les autres producteurs avançant le chiffre « raisonnable » de 10 % — mais, n'en doutons pas, on finira tout de même par arriver à un compromis.

Celui-ci pourrait prendre plusieurs formes : une hausse, comprise entre 10 et 15 % et différée de quelques mois ; une hausse de même valeur appliquée en deux temps, l'une aujourd'hui pour « rattraper » l'inflation, l'autre « demain » en fonction des négociations internationales ; ou bien encore une hausse extrêmement modérée, dès la fin de la conférence.

Aux quatre coins du monde SYRIE

Le Rassemblement progressiste des patriotes syriens dénonce une vague d'arrestations de militants communistes qui sévirait depuis une semaine en Syrie. Selon le communiqué du rassemblement, plusieurs centaines de militants « du Parti communiste syrien — tendance bureau politique dirigée par Riad Al Tourk — ont été arrêtés et les autorités recherchent les dirigeants ». Le rassemblement appelle l'opinion publique à exiger la libération immédiate des prisonniers politiques en Syrie.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario affirme avoir mis hors de combat plus de 500 soldats marocains et mauritaniens, au cours de ses opérations au Sahara occidental en novembre dernier.

Le communiqué affirme que les Marocains sont contraints de « se cantonner dans quelques centres d'où ils ne bougent plus » et souligne « toute l'aide et la facilité avec laquelle l'Armée populaire de libération sahraouie opère là où elle veut et quand elle veut ».

ITALIE

Le Parti communiste italien porte mardi un jugement négatif sur les conclusions tirées par le conseil

national de la Démocratie chrétienne, qui s'est tenu ce week-end, et au cours duquel a été décidée une politique de « confrontation » entre la DC et le PCI, à mi-chemin entre « l'affrontement » et le « compromis historique ».

L'Unita est amenée à souligner, dans son compte rendu des travaux de la direction de la DC, le « caractère contradictoire et limité » des conclusions du conseil national, ainsi que « l'absence de choix politique courageux face à la gravité de la crise et de la situation nouvelle que connaît le pays »

Plus de 70 000 travailleurs de l'industrie textile se sont mis en grève mardi dans la région de Milan pour défendre leur emploi.

A Rome, ce sont les transports publics qui ont cessé de fonctionner mardi pendant la matinée. Les grévistes entendaient attirer l'attention des pouvoirs publics sur le manque de sécurité des agents des transports.

Dix mille personnes ont manifesté mardi soir à Rome, à l'appel du Parti socialiste et de l'extrême gauche, pour réclamer la libération d'un militant d'extrême gauche accusé d'avoir participé au meurtre d'un étudiant.

Il y a deux ans, lors de heurts entre étudiants d'extrême droite et militants d'extrême gauche, un néofasciste d'origine grecque, Mikis Mantakas, avait trouvé la mort.

Un étudiant d'extrême gauche, Fabrizio Panzieri, avait été alors arrêté et inculpé. C'est son procès qui s'est ouvert mercredi à Rome et qui a donné lieu à la manifestation.

□ RDA



Thomas Brasch, écrivain, et Katharina Thalbach, actrice, chassés de RDA, à leur arrivée à Stuttgart (photo UPI).

A l'occasion de son concert à Florence

BIERMANN MAINTIENT LE CAP

Inaugurant la tournée de concerts en Italie, Wolf Biermann a chanté avant-hier devant 1500 délégués au congrès des travailleurs de la chimie à Florence. Le concert était dédié à l'Espagne. Avant ce récital, Biermann a donné une conférence de presse à l'occasion de laquelle il a réaffirmé ses positions fondamentales : « Mon objectif est de retourner en RDA... avec tous mes droits (...) Nos alliés ici sont les communistes, français, italiens, espagnols, dont la politique a suscité et suscite l'espoir de ceux qui aspirent à plus de démocratie, en RDA et ailleurs. » Biermann a rappelé qu'il n'attendait rien de ces larmes de crocodiles de la bourgeoisie sur son sort, rappelé qu'il cherchait l'appui de toutes les forces démocratiques et des communistes qui se sont prononcés contre son bannissement. Il a sévèrement condamné les interdictions professionnelles en RFA.

□ CHINE

TROUBLES DANS PLUSIEURS PROVINCES

Des troubles ont eu lieu dans le Chekiang, province centrale de la Chine, a annoncé mercredi l'agence Chine nouvelle dans son compte rendu de la conférence nationale de l'agriculture. L'agence rapporte que les représentants de cette province ont fait part de leur « haine brûlante » pour « les crimes de la bande des quatre ». La révolution et la production agricole étaient bonnes grâce aux directives du président Mao ont affirmé les délégués mais « la bande des quatre a brisé cette excellente situation pour servir leur action criminelle afin d'usurper le pouvoir dans le parti et l'Etat ».

La radio de la ville de Wuhan dans le Hupeh fait également état de troubles dans le district de Tsaoyang où les autorités du parti ont « exercé la dictature du prolétariat » contre « les contre-révolutionnaires et grands criminels qui frappent massacrent et pillent ». La radio lie ces affaires « aux activités contre-révolutionnaires du gang des quatre ».

Selon le journal de Hong Kong qui rapporte cette information, d'autres districts, en particulier dans le Hunan auraient été le lieu de violences.

Ces affrontements s'ajoutent à ceux, déjà signalés (voir Rouge du 29 et 30 novembre) dans diverses provinces par les radios chinoises notamment dans le Fukien où l'armée est intervenue, le Kiangsi, le Hopei, le Honan et le Shansi.

F. C.

AFP

Réunis le week end dernier à Lyon Les « minoritaires » du PSU décident de constituer une tendance nationale

La « minorité » du PSU, rassemblée autour du courant « B » lors du dernier conseil national, vient de décider, lors d'une rencontre nationale tenue ce week-end dernier, de constituer une tendance « pour le rassemblement des révolutionnaires pour l'autogestion ». Deux cent cinquante militants, environ, ont participé aux travaux qui se sont concrétisés par l'adoption d'un projet de programme qui sera soumis au congrès du parti les 29 et 30 janvier prochains à Strasbourg. La « minorité » a également adopté une

résolution expliquant les raisons de sa constitution en tendance.

Elle souhaitait la rendre publique au cours d'une conférence de presse qui devait se tenir hier après-midi. Le bureau national menaçant de traduire les militants qui y participeraient devant la commission nationale statutaire, les dirigeants de la nouvelle tendance l'ont finalement annulée.

Nous publions ci-dessous la résolution adoptée à la réunion de Lyon.

P. J.

« Impulser le rassemblement des révolutionnaires pour l'autogestion »

« Les 231 militants venus des fédérations du PSU réunis à Lyon, les 11 et 12 décembre, après avoir adopté le projet de Programme d'action qu'ils présenteront au prochain congrès du PSU et auquel ils se référeront ensuite dans le combat quotidien de leur section, affirment collectivement que leur objectif et le rassemblement politique des révolutionnaires pour l'autogestion.

Dans cette perspective, contraints par l'évolution de la direction de leur parti — tant sur le plan politique — accentuation du processus de satellisation à l'Union de la gauche que démontrent les premiers résultats des négociations pour les municipales : déclaration de Victor Leduc : « Nous aurions préféré une candidature unique de la gauche » (élection partielle dans le V^e arrondissement de Paris) (Nouvel Observateur N° 626) ; soutien, contre la fédération PSU de Gironde, du candidat radical Julien au second tour des élections partielles ; absence de réactions significatives face à la « chasse aux coucous » dans la CFDT qui frappe déjà certains de nos camarades ; participation inadmissible à une conférence internationale à Barcelone avec des forces étrangères et hostiles au mouvement ouvrier — que sur le plan du fonctionnement interne du parti : non-publication de motions de sections ; préparation bâclée en un mois du Congrès national ; absence d'informations explicites sur les négociations municipales engagées souvent par-dessus la tête des sections et des fédérations ; pratiques bureaucratiques cherchant à éliminer de toutes responsabilités des militants en désaccord avec la ligne majoritaire d'aujourd'hui, etc — et à les présenter comme groupe anti-parti — ils décident de se constituer en tendance nationale.

Cette tendance se propose de : — renforcer le courant de ceux, qui, dans le parti, combattent pour une orientation alternative, en refusant tout compromis qui viderait cette orientation de sa substance ; — relancer les secteurs d'activité du parti, en particulier dans le secteur

entreprise par des propositions concrètes pour faire du parti un instrument effectif dans la lutte quotidienne ;

— aider au développement de la coordination horizontale des luttes, et à l'émergence d'une gauche syndicale ;

— soutenir les luttes afin de les sortir de leur isolement et de leur donner toute leur dimension ;

des objectifs partiels, de constituer des regroupements, convergences, comités, etc... et de faire ainsi la démonstration qu'une alternative de masse au Programme commun est possible.

Il concerne donc des dizaines de milliers de militants organisés ou non, héritiers du mouvement de Mai. C'est pourquoi, la tendance pourra, en fonction des besoins concrets de la lutte des classes proposer une

La direction du PSU menace de traduire les « minoritaires » devant la commission nationale statutaire

Informé de la tenue de la conférence de presse de la « minorité » du parti, le bureau national réuni en séance extraordinaire mardi soir, a adopté la résolution suivante :

« Le bureau national rappelle qu'il est de son devoir de veiller au bon fonctionnement du parti et, en particulier, à ce que chacun des membres du PSU respecte ses règles de fonctionnement conditionnées dans les statuts.

Dans le cadre de la préparation du congrès, il tient à préciser que :

— Chaque militant a droit à l'entière liberté d'expression au sein du parti, à travers ses publications, en particulier le bulletin interne (art. 20) ;

— Mais il doit respecter les règles de discipline, notamment ne pas prendre des positions publiques contraires aux orientations définies par les instances statutaires (art 29 et 36).

En conséquence, ayant appris que certains militants envisageaient de tenir une conférence de presse pour exprimer leur désaccord avec la politique du PSU, le bureau national les invite à s'en abstenir. Au cas où ils ne le feraient pas — ou dans tout autre cas de manquement aux statuts — le bureau national se verra dans l'obligation de les traduire devant la commission nationale statutaire. »

Ce texte a été adopté à l'unanimité des présents contrairement aux affirmations d'un responsable national que nous avons joint au téléphone. Les membres « minoritaires » du bureau national affirment ne pas avoir été prévenus de la réunion extraordinaire de l'instance dirigeante du parti, qui s'est tenue à une heure inhabituelle.

Ils ont distribué un communiqué sur le lieu de la conférence de presse. Après avoir expliqué les raisons de son annulation, Michel Fiant, Maguy Guillien et Gilbert Marquis ajoutent :

« Ce fait survenant dans le cadre de la préparation du prochain congrès national, le nouveau style autoritaire de la direction du PSU représente un danger pour l'avenir de ce parti qui voit, peu à peu, des mœurs importés du stalinisme pénétrer l'organisation.

En tant que tendance pour le rassemblement des révolutionnaires pour l'autogestion, nous tenons à déclarer que notre conception de l'autogestion sous-entend que les débats, les divergences existant au sein d'une organisation ouvrière intéressent l'ensemble des travailleurs et qu'en conséquence, ne doit être « réservé » ou caché. »

Sa tâche essentielle sera d'impulser le rassemblement des partisans révolutionnaires de l'autogestion dans les entreprises, les quartiers, les lieux de formation, le monde paysan, etc.

Ce combat ne saurait se limiter au cadre interne du PSU. Dans bien des endroits, existe la possibilité sur un programme d'ensemble ou sur

série d'initiatives publiques aux sections et fédérations (...)

La résolution se conclut par un rappel des positions du courant « B » du Conseil national d'octobre dernier, concernant la tactique électorale pour les élections municipales, et par une condamnation des accords déjà passés en rupture avec le texte voté majoritairement à ce conseil.

Verdict à Bobigny DEBOUTEE !

• Melle Bonfigli avait pourtant
accouché sept mois après avoir avorté

Le premier décembre 1976 se déroulait à Bobigny un procès mettant en évidence la mauvaise application de la loi Veil. En effet, une femme italienne portait plainte contre les médecins de la clinique du Landy. Après une intervention apparemment plus longue que d'habitude, un curetage, Mlle Bonfigli accouchait sept mois plus tard d'un enfant en parfaite santé. Le curetage avait eu lieu le 29 août 1975, alors que la loi Veil venait d'être votée.

Le procureur concluait l'audience du premier décembre en demandant au tribunal une expertise sur les techniques d'avortement et s'il était possible qu'un curetage s'avère inefficace ?

Le jugement vient d'être rendu. Apparemment le tribunal s'en sort en esquivant le problème de fond de la mauvaise application médicale de la loi, en déboutant Mlle Bonfigli, prenant prétexte pour cela « qu'elle ne respectait pas les conditions de séjour en France dans le cadre de la loi sur l'intervention volontaire de grossesse ». « La violation de la condition de séjour suffit à entraîner la licéité des contrats », estime le tribunal.

Le jugement déclare que toutefois « si Mlle Bonfigli avait rempli les conditions de séjour, l'échec de l'opération aurait le même. En conséquence, il a condamné le Dr Catinat, qui avait opéré le curetage râté, à rembourser à sa patiente les frais d'hospitalisation se montant à

2 665,50 F ». Quant au « préjudice » invoqué par Mlle Bonfigli à la suite de la naissance de son enfant, le tribunal de Bobigny a déclaré que « le préjudice n'a pas pour cause génératrice l'échec de l'interruption de grossesse mais les relations entretenues par elle avec un tiers ».

En conséquence les 30 000 F de dommages et intérêts demandés par Mlle Bonfigli et une rente de 150 000 francs par mois jusqu'à la majorité de son enfant ont été refusés. Cette décision du tribunal est mitigée. Condamner le fait que Mlle Bonfigli avait des relations avec un tiers... laisse sous-entendre une certaine conception de la famille à ne pas déranger....

Rappelons que Mlle Bonfigli avait des relations avec un homme marié de Pérouse. Que la femme de celui-ci n'assuma pas la naissance d'un enfant hors mariage, et qu'ils furent retrouvés morts tous deux le 25 décembre 75.

Alice Soledad

Le scandale Evelyne Barge

Trois militants du FRI avaient été arrêtés en juin 76, à la suite de deux attentats, l'un contre un commissariat du 15^e arrondissement, l'autre contre une succursale de la banque Rothschild.

Une quatrième personne, Evelyn Barge, a été arrêtée dans cette affaire. Elle a toujours nié sa participation aux attentats, reconnaissant seulement avoir hébergé les militants du FRI.

Présentée complaisamment comme un « Carlos en jupon » lors de son arrestation, Evelyn Barge, âgée aujourd'hui de 31 ans, avait été condamnée, il y a plusieurs années en Israël pour y avoir intro-

duit une valise d'explosifs qu'elle devait remettre à une organisation palestinienne. Son passé de militante antisioniste, en l'absence de toute preuve formelle dans les attentats revendiqués par le FRI, a enlevé la conviction des enquêteurs qui ont procédé à son arrestation.

Depuis, Evelyn Barge, enceinte d'un mois au moment de son arrestation, a été transférée à l'hôpital des prisons de Fresnes dans un état critique, après cinq mois et demi d'isolement total. Une récente pétition, signée, entre autres, par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, demandait sa mise en liberté provisoire pour lui permettre d'accoucher dans de bonnes conditions.

TRIBUNE libre

Comité de soutien aux inculpés du FRI

Depuis le 9 juin, deux jeunes anarchistes se réclamant du Front révolutionnaire international (FRI), ainsi que deux autres de leurs camarades, sont incarcérés à la prison de Fleury-Mérogis.

Le premier, Bernard Mumber, est à l'infirmerie depuis six semaines, dans un état de santé des plus critiques, atteint d'une infection généralisée des bronches. De plus à cause de la fumisterie des médecins de Fleury qui ont refusé de retirer une broche qu'il a dans le bras, la gangrène risque de se déclarer d'un jour à l'autre.

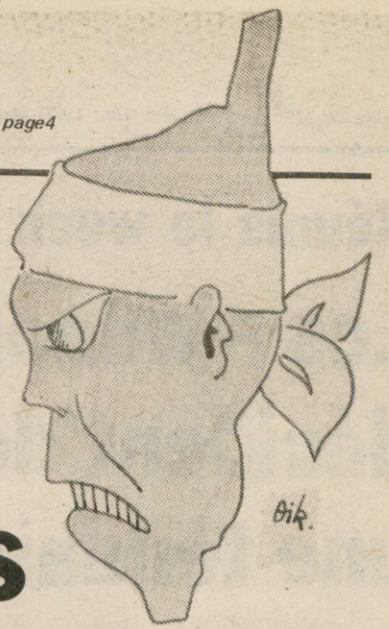
Le deuxième, Jean-Louis Lascoux, après plus de deux mois de mitard, est à l'isolement total depuis plusieurs mois. Tout contact avec l'extérieur (courrier, parloir, etc) lui est complètement interdit. Il ne peut faire sa promenade quotidienne qu'encadré de deux matons, dans une cour de cinq mètres sur cinq, entouré de murs de béton et grillagé au-dessous. Depuis le 28 juillet, il n'a pu adresser la parole à personne, sauf à son avocat.

L'isolement sensoriel n'est plus le triste privilège des prisons allemandes, Fleury devenant un nouveau Stuttgart. Allons-nous laisser Lascoux devenir un nouveau sujet d'expérimentation d'un nouveau modèle de destruction ?

Si vous ne voulez pas être complices par votre silence, il faut agir rapidement. Pour cela, contactez-nous :

Comité de soutien aux inculpés du FRI
33, rue des Vignolles, Paris 20^e.





34 organisations dénoncent la Convention européenne anti-terroriste

Du fait de la grève des électriciens, c'est aux chandelles que 34 organisations de défense des droits de l'homme ont présenté à Paris la première partie d'un document sur la sécurité des étrangers en France. Les organisations signataires feront connaître leurs positions sur le droit d'asile après la conférence inter-gouvernements qui doit se tenir prochainement.

A propos de l'obtention du statut de réfugié politique, le représentant de la CIMADE devait déclarer : « Selon que l'on arrive d'un coin ou de l'autre du continent, l'accueil n'est pas le même par les services administratifs. Et on peut même dire, que, de fait, l'asile n'existe pas pour les réfugiés de certains pays ».

Pour M^e de Felice, du MAJ (Mouvement d'action judiciaire) : « La question que nous nous posons et de savoir si les réfugiés politiques deviennent en France des suspects. Il n'est pas possible d'échapper à la xénophobie ambiante, si le gouvernement dans sa propre action n'en montre pas l'exemple. »

Pour M^e Chouq, traitant de l'action des polices étrangères en France, sous la protection des policiers français, « le ministre de l'Intérieur a officiellement communiqué des documents de justice, couverts par le secret de l'instruction, aux autorités espagnoles. Le ministre de l'Intérieur dispose et utilise les pouvoirs de détention, vis-à-vis des réfugiés, sans aucun contrôle, chose que l'on rencontrait dans certaines dictatures d'Amérique latine, mais encore jamais en France. »

Les organisations signataires du document tenaient à réserver également une place de choix à la convention européenne antiterroriste. Pour le P^r Soulié, même si, de jure, cette convention n'abolit pas le droit d'asile, de fait, elle le supprime en le vidant de cette substance. Elle permet, en effet, de ne plus reconnaître comme acte politique toute action violente. Tout militant deviendra un bandit de grand chemin qui devra être extradé. Dans les faits, il n'y aura plus d'asile politique, puisqu'il sera presque impossible d'être reconnu comme réfugié politique.

Les 34 organisations signataires ont tenu à faire savoir que cette conférence de presse n'était qu'un premier pas dans leur action, pour la sauvegarde des étrangers en France. J-G du CAP.

Procès des 22 autonomistes corses Vers de nouvelles luttes contre la répression

L'« affaire du Boeing d'Ajaccio » a rebondi hier à l'occasion du procès de vingt-deux inculpés devant la 5^e chambre correctionnelle de Lyon ; et l'attitude de la plupart des accusés a mis en évidence le fond politique de ce procès et la désinvolture avec laquelle la justice a instruit toute cette affaire.

Mettant en pratique les intentions qu'ils avaient déclarées, dix-neuf des accusés ne se sont pas présentés devant les juges, leurs avocats étaient également absents. Le procès n'a donc duré que deux heures et demi au lieu des deux jours prévus.

Les raisons avancées par les dix-neuf absents dans un long texte rendu public constituent une remise en cause totale de ce procès, de ses fondements et de la façon dont la justice française traite les autonomistes corses. En refusant cette justice, ils protestent contre les mesures d'exception prises à leur encontre : arrestations sans preuves, inculpations et incarcérations sans mandats, toutes mesures qui montrent que les Corses sont

« considérés comme des colonisés privés de leur droits », que le procès a été intenté pour des raisons politiques et non pour des faits précis et démontrés.

Devant les trois accusés présents, qui ont préféré se défendre en démontrant qu'ils ne pouvaient pas être poursuivis en vertu de la loi anti-casseurs, le substitut a demandé pour les vingt-deux des peines allant de un à deux ans de prison ferme. Le jugement, qui sera rendu le 22 décembre, sera « réputé contradictoire », c'est-à-dire aussi valable que les dix-neuf absents avaient effectivement assuré leur défense.

En admettant qu'il ne se passe rien d'ici le 22, le refus de se soumettre à la justice françai-

se des accusés corses ne pourra qu'avoir des conséquences importantes si celle-ci entend faire exécuter le jugement, contraignant à l'illégalité un nombre important de militants et dirigeants autonomistes.

Le complet arbitraire de la justice française est encore mis en évidence par le cas de Marcel Lorenzoni. Celui-ci est en prison à Paris depuis le 1^{er} juillet. Il est accusé d'avoir pris part à un attentat contre un dépôt d'essence à Gennevilliers. Mais il n'y a pas la plus petite preuve pour étayer cette accusation. Depuis le 1^{er} décembre, Marcel Lorenzoni poursuit une grève de la faim. Pour le soutenir, six jeunes Corses de Bastelica ont, à leur tour, entrepris une grève de la faim dans la cathédrale d'Ajaccio.

D'autre part, à Bastia, huit personnes ont été interpellées et conduites dans les locaux de la PJ pour être interrogées sur l'attentat du 26 novembre dernier contre la cave Cohen-Skalli à Aleria.

La mobilisation contre la répression par l'Etat français des autonomistes corses risque donc de se développer dans les jours qui viennent et il est plus que jamais nécessaire qu'elle soit assumée par l'ensemble des syndicats et partis du mouvement ouvrier.



Huit des inculpés au cours d'une conférence de presse à Ajaccio.

Naussac : les socialistes pour le barrage

Arsène Boullay, député socialiste et président du conseil général du Puy-de-Dôme vient de se déclarer favorable au barrage qui noierait plus de 1 000 ha et expulserait 200 personnes. Il assure que « tous les parlementaires socialistes concernés » avaient approuvé le projet de barrage.

Et pourtant, le PS de Mende a participé aux côtés de l'extrême gauche, des syndicats et même de la FNSEA à la journée « Lozère morte » contre le barrage. Mieux, Frèche, lui aussi député et coordinateur du Parti socialiste pour le Languedoc-Roussillon, avait assuré au colloque occitan de VVAP (Volem viure al pais) et devant les militants du comité de sauvegarde de Naussac que les fédérations concernées du PS (Creuse, Lozère, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) se battraient contre le projet et qu'en particulier les mairies et les conseils généraux (à majorité socialiste) présenteraient un contre-projet de barrage dans une région non habitée, consacré uniquement à l'alimentation en eau potable (et non au nucléaire).

Alors, messieurs du PS, on tient un langage côté cour et un côté jardin ? Ou bien on dit n'importe quoi pour « attraper les électeurs ». Il faut rappeler aussi, pour faire la balance, que — au plus fort de la sécheresse — l'humanité avait exigé qu'on accélère les projets de barrage, dont celui de Naussac.

A. S.

Affaire Azuelos

VIVIANE, VIOLEE PAR SON PATRON, EST RECONNUE COUPABLE DE VIOLENCES AVEC PREMEDITATION !

Viviane est violée par son patron, M. Sitbon. Les faits remontent au mois de mai dernier. Son fiancé met une correction au patron qui dit verser de l'argent à la famille de Viviane pour « dédommagements ».

Le fiancé de Viviane fait presque 5 mois de prison, et est condamné au tribunal de Créteil à huit mois de prison dont quatre avec sursis (cf Rouge du 19 octobre 1976).

L'ensemble de la famille de Viviane était condamné pour coups et blessures, reconnus coupables de chantage sur la personne de M. Sitbon, le patron.

Le procès de Viviane s'était déroulé le 18 octobre. Aujourd'hui, le verdict pour Viviane a été rendu par le tribunal de Créteil. Viviane, 17 ans, violée, est condamnée ! Elle est reconnue coupable de violences avec préméditation sur la personne de M. Sitbon ! Elle est relaxée pour le chantage.

Apparemment, si le tribunal

la reconnaît coupable de violences, selon la nouvelle législation, il la dispense de la peine.

Le patron violeur, pour sa part, se porte bien. Il n'est tou-

jours pas question de son procès pour viol. Le temps où les femmes violées ne seront plus coupables de l'être, n'est pas encore venu !

PREMDO MOHAN A DISPARU

Premdeo Mohan, travailleur mauricien, a été arrêté dans le métro samedi après-midi, conduit au commissariat du 2^e arrondissement, ensuite amené à la préfecture au service des étrangers et relâché sur l'intervention du Mouvement des travailleurs mauriciens dans la soirée de samedi, mais on lui a confisqué son passeport.

Il a été convoqué à la préfecture mardi matin et il y est allé tout seul. Il n'est pas

revenu et depuis il a disparu, la préfecture ne donne aucune indication.

Mécanicien en confection, travaillant en France depuis juillet 74, il était inscrit à l'ambassade de l'île Maurice sur les listes de « régularisation ». Il avait une attestation comme quoi l'ambassade s'occupait de lui fournir les papiers réglementaires. Un grand nombre des Mauriciens qui ont récemment été expulsés étaient également dans ce cas.

Le N° 1 du « matin à Paris » avant le 15 février

Le projet de quotidien de Claude Perdiel, l'administrateur du Nouvel Observateur, dont nous avons fait état hier se précise. La société éditrice est maintenant constituée avec un apport de 2 millions du Nouvel Observateur et 1,5 millions d'ores et déjà fournis par les premiers 16 000 souscripteurs. L'hebdomadaire de Perdiel décidera en janvier quant à la suite de son apport au quotidien qui devrait de toute façon sortir dans la période du 1^{er} au 15 février, juste à temps pour les municipales. Il s'agit de doter la gauche du grand quotidien du matin qui lui fait défaut. Il semble que les millions actuellement rassemblés ne soient pas encore suffisants pour un journal de cette dimension et ses initiateurs espèrent beaucoup de la souscription. On peut imaginer que le Nouvel Observateur déjà intéressé dans l'entreprise, complètera la somme au cas où les souscripteurs n'y suffiraient pas.

Derogy de l'Express a donné son accord. Le projet socialiste de ce journal interdirait des salaires mirobolants même pour de « grands signataires » qui devront se contenter de beaucoup moins que ce qui se dit dans des milieux mal-intentionnés, soit 5 à 8 000 F. Viansson-Ponté, contacté, restera au Monde.

JLR

EN RAISON
D'UNE PANNE
DE SECTEUR...

... LE LIBÉRALISME
ECLAIRÉ...

... EST REMIS
À UNE DATE
ULTÉRIEURE...

VOUS
N'AVEZ PAS
VU BERGERON?

EGF : DEUXIÈME JOUR DE GREVE TOTALE

La journée d'hier, deuxième journée de la grève de 48 h du gaz et de l'électricité a vu la même mobilisation des travailleurs : 90% de grévistes à Pau, 95% en Mayenne, etc.

Contrairement à la veille, le trafic SNCF a été perturbé par les délestages entraînant la réduction de 50% de la circulation des trains de la banlieue parisienne. Le chiffre de grévistes de la direction est approximativement du même ordre pour mercredi que pour mardi (78%). A Toulouse, par exemple, on comptait 97% de grévistes mais à Sarrebourg ou Sarreguemines, 46% seulement.

Les baisses de la charge électrique ont été plus fortes mercredi que mardi car la baisse des centrales hydrauliques s'est ajoutée mercredi au délestage des centrales thermiques.

Hier soir les directions syndicales se réuniraient pour décider de l'issue à donner à cette mobilisation dont l'ampleur ouvre une nouvelle étape de la capacité de se mobiliser des travailleurs du gaz et de l'électricité après le véritable « traumatisme » de la grève de novembre 69.

Dans certains secteurs, les syndicats consulteront le personnel mercredi ou jeudi matin

sur les propositions diverses de la CFDT s'étageant de la grève reconductible à la grève du zèle ou à la reprise de l'action en janvier avec l'ensemble de la Fonction publique.

Le terrain de la lutte d'ensemble : public et nationalisé

Le problème dont sont conscients les agents de l'EDF c'est que seuls et face aux attaques provocatrices du gouvernement, de ses hommes de main et de la presse à la botte, leur lutte ne pourra aboutir à faire céder le gouvernement. Barre voulait faire de l'EGF un test pour montrer sa fermeté, les travailleurs choisissent le terrain de la lutte d'ensemble du secteur public et nationalisé avec des revendications salariales comparables.

L'heure de la mobilisation

A la Bourse du travail mardi soir, à Paris, les fédérations CGT et CFDT de la Fonction publique ont dit : « L'heure est à la mobilisation de tous les travailleurs de la Fonction publique et du secteur nationalisé et à une action unie d'ampleur nationale. »

Les revendications de 2 300 F minimum et 300 F d'augmen-

La grève de l'EGF a été suivie à 95 % dans le département de la Mayenne. Les grévistes se sont adressés à la population par des tracts aux entreprises et un camion sillonne le centre de Laval.

Une assemblée générale a eu lieu mercredi matin ; les travailleurs y ont exprimé leur combativité, mais aussi l'idée que « on ne peut pas partir seuls ».

Correspondant

Parisien Libéré : 7 ouvriers devant le tribunal de Beauvais

Aujourd'hui à 14 h devant le tribunal correctionnel de Beauvais comparaissent sept ouvriers du Parisien libéré pour quatre rodéos dans le département de l'Oise qui concernait Oise-matin, édition régionale du torchon d'Amaury.

En outre deux anciens rédacteurs du Parisien libéré licenciés le 10 juin dernier assignaient mardi soir en référé Emilien Amaury pour leur payer les salaires dus pour la dernière période précédant le licenciement. Amaury n'a pas jugé bon de se déplacer à l'audience, son avocat était là pour ça.

tation pour tous (à valoir sur la remise en ordre des rémunérations) sont exigées par la CGT et la CFDT. FO et la FEN n'ont pas chiffré leurs revendications « laissant le champ libre aux

manœuvres du pouvoir », dit René Bidouze de la CGT.

N. G

TRIBUNE DES LUTTES

EGF Ile de France Sud COUP DE FORCE DE LA DIRECTION

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, UNCM, CFTC, rejettent l'entière responsabilité sur la direction du centre de l'Ile-de-France-Sud des faits graves qui se sont produits le mercredi 15 décembre 1976 au matin concernant les coupures de courant, suite à la grève de 48 h.

Les coupures de courant ne devaient être effectives qu'à partir de 9 h 30. La direction du centre a investi d'autorité le Bureau central de conduite, ne permettant pas aux organisations syndicales de jouer pleinement leur rôle : faire respecter le plan Croix-Rouge et éviter aux seuls abonnés domestiques de supporter la privation de fourniture d'énergie.

Les coupures faites par la direction ont été effectuées envers les usagers domestiques dès 7 h du matin, essayant ainsi de rendre impopulaire l'action des électriciens et gaziers. Le personnel d'EGF en lutte contre le plan d'austérité Barre ne s'attaque pas aux causes réelles des difficultés économiques actuelles à besoin du soutien de la population. Il serait en effet irresponsable de croire que le personnel n'a employé que ce mode d'action pour faire aboutir ses revendications : demandes rejetées d'ouverture de négociations, grèves d'avertissement sans coupures dès octobre, etc. C'est devant le refus obstiné des directions et du gouvernement de respecter les accords qui permettaient à peine de maintenir le pouvoir d'achat des agents que les organisations syndicales n'ont eu que cet ultime recours.

Les usagers se doivent d'être unis avec le personnel en lutte pour briser le diktat d'un gouvernement qui veut faire supporter à la plus grande masse des Français les effets nocifs de la politique inflationniste actuelle au profit du grand capital.

LE CHOMAGE TUE

• Deux morts à l'entreprise « Lacy-Service »

Vendredi dernier, un accident du travail a causé la mort de deux ouvriers âgés de 27 ans.

Ils étaient employés dans une entreprise qui est chargée de l'entretien et de la réparation des structures métalliques et des couvertures des hangars sur le complexe de Mourenx. Cet entretien est souvent effectué par des travailleurs loués par l'entreprise « Lacq service » à des boîtes d'intérim. Ils n'ont donc aucune qualification requise pour effectuer ces travaux dangereux. Ils travaillent là parce qu'ils étaient au chômage. Il y a 2 500 chômeurs sur le complexe de Lacq et 5 000 dans la région.

« Lacq service » qui fonctionne normalement avec 200 ouvriers en emploi par l'inter-

médiaires des boîtes d'intérim parfois jusqu'au double.

Les deux travailleurs qui sont morts étaient chargés de réparer une toiture en plaques d'Everit dont la résistance à la charge est très faible. On ne peut monter à

plusieurs sur la même plaque. Les deux ouvriers, novices dans ce travail, n'en avaient pas été avisés. Ils sont passés au travers de la plaque et se sont écrasés au sol, 14 mètres plus bas.

Correspondant Pau

Au Neubourg (Eure)

La justice pour les patrons c'est relaxe !

Pas de « flags » pour les PDG, puisque Mme Alice Soreil est prévenue de blessures involontaires et d'infractions au Code du travail, le 10 décembre 76, pour un accident survenu le 15 octobre 75. Chargé de surveiller le travail d'une pelleteuse creusant une tranchée afin qu'elle ne rompe pas un câble ou une canalisation, un ouvrier, « imprudence » ou non, est sérieusement blessé à la hanche par la pelleteuse, acculé contre un mur. Mais laissons Paris-Normandie raconter la suite : « Cet accident est-il dû à une infraction au Code du travail ? », interroge, M. Louvel substitut. Un article du Code, relatif aux « appareils de levage » stipule que le conducteur doit pouvoir suivre des yeux les éléments mobiles. Mais une pelleteuse est-elle un appareil de levage ? »

La réponse est « non » pour M^e Renault, défenseur. C'est un accident regrettable, constate l'avocat, mais comment Mme Soreil (la PDG) aurait-elle pu l'éviter ?

L'ouvrier aurait été tué, l'accident aurait été plus que regrettable, dramatique dirait M^e Renault ! Mme Soreil est relaxée.

Alors, patrons, à vos pelleteuses ! Vous êtes couverts le Neubourg fera jurisprudence ... puisque je vous dis qu'une pelleteuse, c'est pas un appareil de levage !

Correspondant Rouen



P.L.

St Nazaire : fin de l'occupation des chantiers navals

L'intersyndicale, CGT, CFDT, FO, a annoncé hier soir sa décision de cesser l'occupation des chantiers. On se souvient que l'intersyndicale avait reculé lundi sur l'occupation du super-pétrolier « Bellamy ». Depuis lors, la direction avait laissé traîner les choses sans revenir sur sa décision de lock-out qui était effectif depuis vendredi. Le porte-parole de l'intersyndicale a indiqué que « compte tenu de la position ni réaliste ni raisonnable de la direction générale, nous décidons d'enlever tout prétexte au maintien du lock-out et tout obstacle à l'ouverture des négociations. » Aujourd'hui, un meeting est convoqué à 9 h 30 devant la bourse du travail de Saint-Nazaire.

Ainsi au bout de quatre jours de lock-out effectif, l'intersyndicale donne le dernier gage à la direction de sa modération et abandonne ainsi le dernier moyen de pression qui lui restait. Pour le premier test important sur le blocage des salaires dans le privé, cela augure mal de la volonté de riposte des centrales syndicales.





Un procès en Hongrie : celui de Rajk

à la télévision, un débat sur les procès staliniens

L'AVEU

Aucun représentant de la bourgeoisie à ce débat brûlant sur l'actualité du stalinisme. Mais, plus paradoxal, aucun participant à la réalisation du film *L'Aveu*, que ce soit Costa-Gavras (le réalisateur), Montand, Signoret, ou Semprun, l'auteur du scénario !

82 % des possesseurs de postes de télévision étaient ce soir-là devant leur écran et 62 % d'entre eux ont suivi le débat. Comme quoi les téléspectateurs démentent, pour peu que ce choix leur soit offert, l'idée selon laquelle il n'y a que les gyluxeries qui motivent leur attention.



Les participants au débat télévisé avant le bureau politique du PCF : Joseph Pasteur, Arthur London ; sa femme, Lise London et

JEAN KANAPA (PCF) : «UNE FOIS, ÇA SUFFISAIT, DEUX FOIS (à propos de l'intervention soviétique en Hongrie et en Tchécoslovaquie)»

La télévision présentait mardi soir aux « Dossiers de l'écran » le film de Costa-Gavras *L'Aveu*, sorti en 1970. Mais l'événement résidait dans le débat qui l'a suivi, auquel participait Lise et Arthur London, Jeri Pelikan, Laurent Schwartz et surtout Jean Kanapa, membre du

BP du PCF. D'entrée de jeu, ce dernier précisait implicitement la fonction d'un tel débat en répondant négativement à la question : « Ce film apporte-t-il de l'eau au moulin de l'adversaire ? ». Car force est de constater qu'à travers ce débat, dont les responsables d'Antenne 2

avait dû penser qu'il était culte le PCF, celui-ci a réussi, sa nouvelle orientation est.

Une argumentation particulièrement efficace résumée dans la déclaration préliminaire de Kanapa : Les procès, les exécutions, tout cela est profondément étranger au socialisme », « nous avons dit, dès que nous avons su, jamais plus ! ». « Le parti, machinerie bureaucratique ? Sans doute, c'était cela et dans ses pays ». En France, nous nous battons pour les libertés et pour que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui les garantissent. C'est simple, logique, convaincant. D'autant plus que les London et Pelikan, en s'attachant à souligner les récentes évolutions du PCF en ce domaine, servaient de manière efficace, de faire-valoir aux propos de Kanapa. Seul Laurent Schwartz, mais de manière trop feutrée, enrayait la candide démonstration.

Rappelant au passage que bien avant le rapport Krouchtchev, les trotskistes avaient dénoncé les crimes staliniens, il montrait en se référant à la Yougoslavie de 1948, objet d'attaques fielleuses du PCF,

Un coup d'éponge

Mais les véritables mises en question étaient absentes. Le PCF passait un coup d'éponge sur le tableau de l'histoire et se dédoublait à bon compte. Car il y avait loin des pirouettes de Kanapa sur le « cancer du socialisme » à une véritable autocritique. Le PCF, et il en fut un des avocats les plus véhéments de cette époque, a justifié, appuyé ces crimes. Pour nous, même si nous prenons date de cette évolution positive du PCF, le problème demeure.

Dire comme Kanapa au sujet des interventions soviétiques en Hongrie (que le PCF soutient) et en Tchécoslovaquie (qu'il désapprouve) : « Une fois, ça suffisait, deux fois ça faisait trop » ne nous leurre en rien. Parce que pour nous, le stalinisme ce n'était pas, ce n'est pas seulement des « bavures » mais une profonde logique politique. Il n'est pas question pour nous que ce que Kanapa appelle « sa bonne foi » soit une garantie.

Crier avec les loups

Car il n'était pas inéluctable de crier avec les loups staliniens. Faut-il rappeler les combats de l'Opposition de gauche, la lutte des trotskistes et leur liquidation, y compris par des membres du

PCF ? « Nous avons tiré les leçons de cette tragédie », déclara l'ancien correspondant de *L'Humanité* à Moscou.

Non ! Ce que le PCF a compris, c'est qu'il n'était plus possible dans le contexte de remontée des luttes en Europe, d'accréditer la caricature de

socialisme dans les pays de l'Est, enjeu électoral oblige !

Hirondelles et printemps

Et c'est pourquoi, lorsque Kanapa présente ses garanties

pour la France au cas où l'Union de la gauche arriverait au pouvoir, nous refusons de le croire sur parole.

Pour nous, il existe des critères pratiques : le respect de la démocratie et l'absence d'exclusives au sein du mouvement ouvrier, une prise de position qu'il

Simone Signoret réagit

(suite de la page 1)

• Hier Kanapa a utilisé deux arguments : « On ne savait pas et quand on a su, on a bien réagi :

Non. Ils n'ont pas réagi du tout comme il fallait réagir. Quand au fait qu'il ne savait pas, moi, j'achète pas non plus, je suis comme Montand. Nous, on savait pas, Montand et moi, nous les gogos, si je puis dire.

• Tourner « *L'Aveu* » n'a pas été sans problème pour vous ?

C'est le film qui nous a posé le plus de problème de conscience. Il n'y a pas un film qui nous ait posé autant de problèmes moraux et envahi notre existence. Tiens, je vais te raconter une anecdote. Pendant qu'on tournait ce film à Lille, le matin, j'allais faire des courses et il y avait un très joli marché sur une place. Il y avait des fleurs, des chaussettes et il y avait un grand étal de bouquins invendus.

Alors j'ai acheté des bandes dessinées pour Chris Marker (1), pour Montand, pour Costas (2)... et il y avait un bouquin de Kœstler (3) que je ne connaissais pas, sous cellophane. Et je me suis moi-même prise en flagrant délit de voir le bouquin, de le prendre dans les mains et d'avoir envie de le reposer. Et puis de le reprendre dans les mains et de rire entre moi et moi-même et de me dire, c'est pas vrai, on est entrain de faire « *L'Aveu* », je vois un bouquin de Kœstler et j'ai une première réaction que je corrige immédiatement. J'achète ce bouquin qui est très, très beau. J'arrive ensuite au tournage, où je sors mes emplettes avec le bouquin devant Chris, qui a un recul. Et je lui dis : « Toi aussi ». Voilà. Je ne peux pas illustrer mieux les choses, cette espèce de conditionnement quand on a fait le film.

Simone Signoret dans une scène de « *L'Aveu* ».



• Tu connais la grande objection : ce film apporte de l'eau au moulin de l'anticommunisme.

Je crois que Montand a très bien répondu à tout ça. L'ennemi, il a de l'eau à son moulin. Et c'est pas avec ça en plus que ça changera son eau. Au contraire.

(1) Photographe de « *L'Aveu* »
(2) Metteur en scène de « *L'Aveu* »
(3) Ecrivain anglais, ex-membre du Parti communiste. Sa dénonciation de la bureaucratie dans un roman, « *le zéro et l'infini* », lui vaudra les injures des staliniens et sa mise à l'index.

«MERCİ, IL FALLAIT FAIRE CE FILM.»

Cette histoire de *L'Aveu* n'est pas terminée entre les communistes et nous. Ils ont été les premiers à voir le film. Aucun journaliste, personne ne l'a vu avant eux. On avait organisé une projection, un après-midi à Boulogne, pour eux seuls : il y avait là Andrieu, Aragon, Daix, je ne sais plus qui encore (...)

• Comment ont réagi vos invités communistes à la première projection ?

Simone Signoret : Ils ne nous l'ont pas dit. On leur a montré le film et ils sont partis. Mais Montand a reçu un courrier tout à fait extraordinaire de militants qui le remerciaient : « Merci, il fallait faire ce film. »

Extrait du livre de Simone Signoret : « La nostalgie n'est plus ce qu'elle était. »

LAURENT SCHWARTZ : «Le PCF doit prendre des positions plus nettes sur l'URSS»

Je crois que c'est un très grand événement politique que *L'Aveu* soit passé à la télévision. Il semble que la réaction du public ait été très forte, il y a eu deux ou trois fois plus de coups de téléphone que d'habitude.

On doit se féliciter de l'attitude actuelle du PCF, mais on ne peut qu'être inquiet pour l'avenir vu la façon dont les prises de position du PCF ont lieu. Le PCF a un passé, Jean Kanapa a un passé, et on fait comme si tout avait toujours été juste et que tout était encore juste maintenant en somme : « Nous avons toujours eu raison, il y a des choses que nous n'avons sues, nous les connaissons maintenant, nous prenons notre position en conséquence ». Si on en reste là, des tâches sombres restent encore sur l'avenir, on n'a pas de véritables garanties. Car une garantie beaucoup plus sérieuse serait une auto-critique. Si des tournants sont pris de cette manière, cela peut à juste titre laisser croire que les mêmes dangers peuvent exister pour l'avenir. Il est indispensable que les jeunes communistes puissent parler comme tout le monde de Trotsky, Zinoviev, Boukharine et puissent analyser leurs positions.

Jean Kanapa a pu dire que si c'était aujourd'hui le PCF publierait le rapport Krouchtchev au XX^e Congrès du PCUS en 1956, après tout il est encore temps. Il est indispensable que le PCF prenne positions plus nettes sur l'URSS aujourd'hui. Car on a pu voir à la mort de Staline, le krouchtchévis-



De gauche à droite : Jean Kanapa, du neur de jeu des « Dossiers de l'écran » ; Pelikan, ancien directeur de la radio de Prague. Il manque, sur ce document, Laurent Schwartz, qui représentait le comité des mathématiciens, l'organisme initiateur de la campagne en faveur de Plouchtch (Gamma)

Le PCF et « L'aveu »

L'Humanité HIER

Lors de la sortie de *L'aveu* en 1970, *L'Humanité* écrit à propos de ce film : « Un film qui apporte de l'eau au moulin de l'ennemi (...) Un film qui ne montre pas clairement que tout cela a été corrigé par le XX^e Congrès » ou encore : « La mise au service d'une mauvaise cause d'un livre plein de meurtres empreint d'une incapacité à rompre avec une conception manichéiste de la lutte révolutionnaire. »

ET AUJOURD'HUI

Voilà ce qu'écrit le même journal, hier : « Je n'ai pas regardé *L'aveu* hier soir. Je n'ai pas pu le regarder à nouveau. Je l'avais vu peu de temps avant sa diffusion et j'ai toujours au cœur l'amertume, la douleur, la colère qu'un communiste ressent devant ces images » (Laurent Salini). Deux époques, deux langages...

« X FOIS, ÇA FAISAIT TROP »

occasion de mettre en diffi-
à donner à une échelle de
on à l'égard des pays de

F.T.

'a pas faite sur le pluralisme
olitique dans les pays de l'Est, la
éhabilitation de Trotsky et tous
es militants injustement exclus du
CF, etc. Pour nous, comme le
ou lignait Laurent Schwartz, « ces
ironnelles ne font pas encore le
rintemps ».

Frank Tenaille

lire nettes



ne qui a constitué un changement
ès important, mais c'est touz de
ême sous le règne de Krouchtchev
u'a eu lieu l'invasion de la Hongrie. Il
st clair qu'aujourd'hui la bureaucra-
e du Kremlin est de nouveau une
ureaucratie de type nettement plus
alinien qui tend encore à imposer sa
olonté et son incompétence aux lar-
es masses de l'Union soviétique et à
ous les partis communistes du mon-
e entier. Kanapa a dit : « Dès que
ous avons su, nous avons changé »,
mais en réalité ils ont su très exacte-
ment le jour où Krouchtchev a repris
es relations normales avec la
ougoslavie en 1955. Le devoir du
CF aurait été de mener lui-même son
quête. Il est aujourd'hui anormal
un militant communiste qui veut
voir des informations sur la politique
ternationale soit amené à lire *Le*
fonde plutôt que *L'Humanité* parce
il sait que *L'Humanité* ne va lui
onner que des informations tron-
uées.

Artur London est encore à l'heure
ctuelle privé de sa citoyenneté
chécoslovaque. IL faut que le PCF ait
ne attitude beaucoup plus critique
ar rapport au parti communiste
chécoslovaque.

Devant l'immensité des crimes de
taline, il est nécessaire de donner en
ance la garantie que désormais le
uralisme existera.

Le fait que *L'Humanité* ait engagé
us ses lecteurs à voir ce film et à y
fléchir et que le PCF y ait envoyé un
embre du bureau politique est un
cte très positif.

LA MEMOIRE COURTE

« Dès que nous avons su, nous
avons dit : jamais plus » déclai-
rait avant-hier Kanapa. Or voici
ce qu'il a dit, dès qu'il a su, dans
son intervention au 14^e congrès
du PCF, le 19 juillet 56, soit sept
mois après le XX^e congrès du
PCUS, et après le retour de la
délégation du PCF censée de-
mander des « éclaircissements »
aux soviétiques : « Or là-devant
(les révélations du XX^e congrès),
il paraît d'après certains de nos
amis, que nous devrions exprimer
des regrets, éprouver des
pardons. Et bien notre parti a
fait autrement » (...). Et comment
donc a fait le parti ? « Nous ne
regrettons pas cette belle et du-

re école (l'école du « camarade
Staline », comme l'appelle enco-
re Kanapa), à laquelle a été notre
esprit de parti ces années
passées (...).

Et Kanapa de pour-
suivre : « Allons-nous conserver
le Jdanovisme ? Voici la réponse :
« Or ce que ces publicistes
qui se prétendent nos amis mais
qui en l'occurrence se conduisent
à l'imitation des adversaires du
socialisme appellent de ce mot
forgé par eux, ce n'est rien d'autre
que l'esprit de parti dans les
questions de littérature, dans
l'art, dans la culture. Cet esprit
de parti, ah oui ! nous le con-
serverons. »

LES LIMITES D'UN TOURNANT

« Nous ne savons pas, et dès que nous avons su, nous avons dit jamais plus » a cyniquement osé affirmer Kanapa.

Non, ils savaient. Le 14 juillet
1953, juste après la mort de Staline,
à une réunion du Kominform où Duclos
était présent, les soviétiques don-
naient déjà la substance de ce qui
allait devenir « les révélations du XX^e
Congrès ». En février 56, Thorez, délé-
gué au XX^e Congrès du PCUS avait eu
connaissance du rapport Kroucht-
chev. Alors pourquoi avoir attendu si
longtemps pour parler du « rapport
attribué à Krouchtchev » ? Pourquoi
ne jamais l'avoir publié. La vérité,
c'est que la direction du PCF a été ef-
frayée, à l'époque, par le tournant que
ces « révélations » l'obligeraient à
prendre. La délégation envoyée par le
PCF en juin 56 en URSS, pour obtenir
des « éclaircissements », contrai-
nement à ce qu'a affirmé Kanapa,
n'avait pas pour but de faire la lu-
mière sur les crimes de Staline, mais
au contraire de prier les Soviétiques
de ne pas aller trop loin.

En réalité le PCF a attendu six ans
après le XX^e Congrès pour condamner
officiellement « les crimes de Staline »,
contraint de s'aligner sur l'expression
employée cette fois-ci publiquement
par Krouchtchev à la tribune du XXII^e
Congrès du PCUS en octobre 1961. En
1957, Thorez ne déclarait-il pas : « Le
stalinisme n'existe pas, c'est une ex-
pression inventée par l'ennemi. »

Non seulement il savait, non
seulement ils ont attendu six ans pour
se résoudre à condamner « les crimes
de Staline », mais en janvier 1961 ils
employaient encore la méthode des

procès-staliniens contre deux diri-
geants du PCF, Casanova et Servin,
accusés précisément d'avoir employé
publiquement l'expression : « Les
crimes de Staline ».

« Nous avons désapprouvé l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, une fois ça suffisait, deux fois c'était trop. » C'est ainsi que Kanapa justifiait hier l'écrasement par les chars soviétiques de la Révolution hongroise d'octobre 56. « On y pendait les communistes » paraît-il, non, on y pendait les membres de la police secrète, ceux qui avaient fabriqué les procès, avant que les conseils ouvriers ne soient ensevelis sous la botte stalinienne.

L'absence totale de retour auto-
critique sur son passé, l'occultation
de celui-ci, limite considérablement la
crédibilité du tournant du PCF. Si Ka-
napa a critiqué « les atteintes aux li-
bertés démocratiques dans les pays
socialistes », il ne s'est à aucun mo-
ment prononcé clairement sur la né-
cessité du pluralisme politique dans
ces pays. Et ce n'est pas la timidité
des dénonciations publiques de la ré-
pression en URSS, en Pologne, en
Tchécoslovaquie, qui rendent plus
crédible la sincérité de ce tournant.

Kanapa le rappelait à la fin :
« L'arbre ne doit pas nous cacher la
forêt, malgré nos critiques, nous res-
tons solidaires des pays socialistes. »
Mais la forêt c'est celle des milliers de
détenus au goulag, et cela n'a plus
rien à voir avec le socialisme.

Sacha Blumkine

Jusqu'où aller trop loin ...

Il y a ceux qui, incapables de
reconnaître qu'il pleut quand les
gouttes leur tombent sur le nez,
expliquent froidement que tout
cela n'est finalement que mise en
scène pour naïfs abusés. Le PCF,
tout comme ses comparses en
euro-communisme de l'autre côté
des Alpes ou des Pyrénées, est et
reste stalinien. Bizarerie de l'his-
toire, l'argument de ces prétendus
orthodoxes converge avec celui de
la bourgeoisie réactionnaire pour
qui le PCF n'est ni à gauche ni à
droite : il est à l'Est. S'il en était
réellement ainsi comment ex-
pliquer les éclats multiples du
Kremlin contre les incartades de
Marchais, Berlinguer et Carrillo ?

Il y a aussi ceux qui, de bonne
ou de mauvaise grâce, prennent
les professions de foi démocra-
tiques de la direction du PCF pour
argent comptant. Certains, s'em-
ballent ; ils voient le PCF se
dépouiller définitivement de ses
oripeaux staliniens pour passer
dans le camp du « socialisme
démocratique ». Pour eux, une
page est tournée, la rupture avec
l'URSS est consommée. La
preuve ? Le PCF a abandonné la
dictature du prolétariat lors du
XXII^e congrès et opté pour un
« socialisme à la française » tran-
chant radicalement de sa version
russe.

La droite tradition

Mais ces professions de foi
« démocratiques » accompagnées
de gages donnés à la bourgeoisie
ne sont pas très nouvelles. Cette
politique s'inscrit même dans la
droite tradition des fronts popu-
laires de 1936 et des alliances de
reconstruction nationale de 1945-
47. A la différence près que
l'orientation d'alors était dictée
de Moscou et prolongeait fidèle-
ment les alliances internationales
de l'Union soviétique elle-même.

Aujourd'hui c'est à Rome, Madrid,
Lisbonne (malgré les apparences)
et Paris que s'élabore la ligne. Et
cette ligne plonge de plus en plus
profondément ses racines dans la
situation que les directions de ces
partis se sont taillées au sein de
la société capitaliste en négociant
leur base sociale ouvrière contre
une collaboration — ou une pers-
pective de collaboration — avec le

système d'exploitation et d'op-
pression bourgeois.

Quelques pourcents de plus
aux élections ou quelques
fauteuils ministériels valent bien
quelques coups de gueule contre
la répression en Europe orientale.

Mais assimiler cette prise de
distance assez impertinente mal-
gré toutes ses limites à une sim-
ple social-démocratisation du
PCF, c'est un peu trop court.

L'aspiration démocratique

La classe ouvrière occidentale
a été profondément marquée et
traumatisée par deux expériences
historiques de destruction de ses
droits fondamentaux : le fascisme
et le stalinisme.

A juste titre, elle est bien
décidée à en empêcher la ré-
édition par tous les moyens. Il exis-
te ainsi actuellement une profon-
de aspiration démocratique parmi
les travailleurs, qui s'exprime
avec force dans la présente mon-
tée des luttes de classes au sud de
l'Europe et qui se nourrit elle-
même de la protestation anti-bu-
reaucratique qui résonne en
URSS, en Pologne, en RDA.

Voilà fondamentalement, ce
qui fait « tourner » Marchais ou
Kanapa. Mais dès l'entrée du virage
ils mettent déjà le pied sur le
frein. Faire des concessions pour
rassurer l'électorat, gagner toute
leur place dans le futur gouverne-
ment et canaliser le dégoût des
travailleurs face à la caricature de
socialisme instaurée par les usur-
pateurs de l'octobre rouge de
1917, d'accord. Briser les liens
relâchés avec le parti-frère de
Brejnev, rompre avec le stalinis-
me pour réhabiliter le communis-
me et non la toute formelle
« liberté » dont la bourgeoisie
décore le fronton de ses mairies,
c'est une toute autre affaire.

Pour qu'une rupture inter-
venne entre le PCF et le PC russe,
il faudrait un conflit d'intérêt
décisif entre les deux partis. Si le
PCF se retrouvait au gouverne-
ment lors d'une grave crise in-
ternationale, par exemple, ou s'il
se retrouvait immergé au sein
d'une situation révolutionnaire,
dans ce dernier cas, la rupture
serait tout autant dans ses rangs
qu'entre lui et l'URSS.

Charles Michaloux

Au bilan du Congrès régional CFDT de Basse-Normandie

DEUX ANS DE LUTTE

• Piron, Caron-Ozanne, Blaupunkt, Claudel, Férodo, Cea, Saviem...

Les 10 et 11 décembre, 300 délégués se sont retrouvés à St-Lô pour le troisième congrès régional de l'Union régionale de Basse-Normandie.

La région est encore très rurale ; mais depuis 15 ans, elle s'est fortement industrialisée, à Caen bien-sûr (Saviem, SMN, RTC) mais aussi à Flers (Philips), et à Alençon (Moulinex).

Ces « récentes » implantations et les activités plus traditionnelles à Cherbourg (Chantiers) et Mézidon (SNCF) n'ont pas évité un chômage massif : de juillet 71 à juillet 76, les demandes d'emploi ont progressé de 200 % passant de 6 178 à 18 642, et en deux ans, d'avril 74 à avril 76, le chômage s'est gonflé de 110 %.

Un exceptionnel capital d'expériences de luttes

Evitant la réflexion abstraite sur l'orientation et la pratique syndicale, ainsi que la simple narration de luttes connues, la plupart des interventions étaient avant tout autant de bilans particulièrement instructifs sur les diverses questions brûlantes de la lutte ouvrière quotidienne : l'organisation démocratique et la popularisation de la difficile résistance aux licenciements avec Caron-Ozanne ; la recherche des mots d'ordre les plus exactement aptes à susciter une riposte de masse au développement du chômage partiel à la Saviem ; la parole aux manœuvres intégrationnistes et répressives d'un patron paternaliste à Moulinex ; la sensibilisation patiente des travailleurs et d'une population aux ravages de la pollution dans et à l'extérieur de certaines entreprises, puis à l'organisation unitaire de

toutes les formes concernées pour une bataille prolongée sur l'amiante à Férodo sur le nucléaire au CEA ; l'ouverture aux travailleurs et parents d'élèves pour la campagne des 25 élèves par classe du SGEN ; la défense des militants syndicaux et la jonction avec les paysans radicalisés à Claudel. Il manquera cependant une réflexion de synthèse intégrant tant de leçons sur la pratique des luttes.

Une opposition unanime à la normalisation confédérale

Le rapport d'activité présentait une liste aussi longue qu'inquiétante des griefs de l'UR vis-à-vis de l'autoritarisme de la direction confédérale : le compte rendu

erroné des débats du dernier congrès régional dans *Syndicalisme-Hebdo*, le caviardage d'un article rectificatif pour « Colonnes ouvertes », une affichette régionale reproduite mais transformée toujours dans *Syndicalisme-Hebdo* ; une intervention intempestive du secrétaire confédéral J. Moreau, dans l'Union de secteur de Cherbourg sans en avertir l'UR ; ordres à l'UR retirant son soutien au journal de lutte de Caron-Ozanne ; *Ouest-Licenciements*, et aux comités unitaire de chômeurs de Caen ; le report d'une rencontre d'explication entre l'UR et la confédération.

« Ce qui nous inquiète, c'est ce contentieux qui s'inscrit dans un contexte général de raidissement dont les développements les plus récents sont : les réactions exprimées par notre secrétaire général à propos du Congrès et que nous



avons mal compris, la suppression de « Colonnes ouvertes » de « Syndicalisme-Hebdo » que nous désapprouvons ».

L'Union de secteur de Caen, Moulinex, Mézidon allaient intervenir fermement contre le « centralisme bureaucratique » et la « chasse aux sorcières » par la direction nationale.

La résolution générale comporte quelques articles très clairs — défendus par Guy Robert lui-même — sur la démocratie dans le syndicat et les critères de jugement d'un militant syndical. Le représentant de la confédération, Pierre Hureau, devait consacrer les deux tiers de son intervention de clôture au « contentieux » entre l'UR et la Confédération et aux « problèmes internes » de la CFDT : sa réponse, extrêmement défensive, cherchait l'apaisement avec l'UR. Il était visiblement fort préoccupé de ne pas laisser l'UR-Basse-Normandie de se constituer en fer de lance d'une riposte d'envergure contre la normalisation dans la CFDT.

Une résolution générale...hésitante

Nombre d'articles et d'amendements de la résolution générale défendent des préoccupations justes pour la pratique syndicale et les prochaines échéances politiques : certaines revendications, la popularisation et l'organisation démocratique de l'action, la coordination et la centralisation des luttes, les responsabilités syndicales face aux partis de gauche au gouvernement et dans l'impulsion, la coordination de nouvelles formes de pouvoir des travailleurs.

Mais il n'y aura pas vraiment de débats, du moins en séance plénière, sur les questions centrales posées par la situation (comment chasser Gisard, bloquer le plan Barre... ?).

Finalement, la résolution générale, adoptée par 433 voix sur 442, mariera une série d'exigences positives avec la logique, quelque peu gauchie, de l'orientation confédérale majoritaire :

— Ainsi l'auto-organisation des travailleurs en lutte, cette école de l'autogestion, est tout juste évoquée au détour de l'article 14 bis (Comité de grève)

— De même, l'article premier amendé précise que le « Congrès appelle à la mobilisation et à la généralisation des luttes contre le plan Barre », mais rien n'est dit sur l'urgence et les conditions d'une telle offensive unitaire, sur la nécessité d'en faire une alternative positive à l'attentisme électoraliste de la direction confédérale.

Dernier exemple : les articles 66 à 70 décrivent assez bien l'apparition, dans une situation révolutionnaire de « nouvelles structures d'expression et d'action, de nouvelles formes de pouvoir des travailleurs ».

Mais la CFDT doit-elle se contenter de soutenir « ces nouvelles formes de pouvoir dans la mesure où elles seront l'expression réelle des objectifs et des aspirations des travailleurs », de contribuer « aux débats nécessaires et importants entre ces formes de pouvoir, et le pouvoir politique central » ?

S'agit-il de réduire ces structures à de simples lieux de consultations ou même de relais d'un gouvernement de gauche — comme le suggère entre autres le CERES — ou ont-elles vocation à regrouper la masse des travailleurs pour qu'ils puissent prendre en mains leur pouvoir à tous les niveaux ?

— De même, l'article premier amendé précise que le « Congrès appelle à la mobilisation et à la généralisation des luttes contre le plan Barre », mais rien n'est dit sur l'urgence et les conditions d'une telle offensive unitaire, sur la nécessité d'en faire une alternative positive à l'attentisme électoraliste de la direction confédérale.

C'est ce dernier objectif qui devrait donner des syndicalistes et...un gouvernement de gauche soucieux du développement d'un véritable pouvoir des travailleurs. Le Congrès s'acheva avec le chant de « l'Internationale ».

J.M

En lutte

Menaces d'expulsion à Mathurin-Moreau

La menace d'expulsion qui pesait sur le foyer des travailleurs africains du 44, avenue Mathurin Moreau, s'est précisée. La fermeture de leur foyer serait imminente.

En grève des loyers depuis 3 ans, les travailleurs exigent que des travaux de réfection soient effectués dans le foyer et refusent toute expulsion. Après avoir semblé prêt à signer un protocole d'accord acceptant globalement les revendications des grévistes, le secrétariat d'Etat à l'Immigration décide aujourd'hui de passer l'affaire au préfet de Paris, afin qu'il recherche une solution au relogement des travailleurs du foyer. Ainsi le gouvernement est prêt à expulser purement et simplement les travailleurs du foyer le temps de la durée des travaux sans aucune garantie quant à leur réintégration avenue Mathurin Moreau. Pourtant l'architecte du comité de grève a démontré qu'il était techniquement possible sans aucun risque supplémentaire d'effectuer les travaux de réfections sans évacuation préalable des résidents du foyer avant les travaux.

Devant cette évolution de la situation, le comité de grève pour sa part « réaffirme ses positions de refus de l'expulsion et de demande de reprise et de conclusion des négociations sur une base juste. Il appelle l'opinion et les organisations démocratiques, françaises et africaines, à les soutenir activement, en prenant toutes initiatives utiles dans leur lutte légitime pour des conditions

de vie décentes, pour le respect de leur dignité d'homme ».

Correspondante

Pour tous contacts : chambre 24, 44, avenue Mathurin Moreau, Métro Colonel-Fabien

124 licenciements à la SNIAS-Suresnes

• L'Union des syndicats de la métallurgie CGT des Hauts-de-Seine annonce dans un communiqué que « le ministère du Travail par l'intermédiaire du directeur départemental de la main-d'œuvre vient d'autoriser une procédure immédiate de licenciement collectif à la Sniass de Suresnes ».

124 personnes du bureau d'études sont concernées. La CGT et la CFDT appellent à une grève le 16 décembre.

Impôts-Lyon

• La direction vient d'annoncer le licenciement de 45 auxiliaires pour le 31 décembre. L'année 77 verra ensuite la liquidation des 150 auxiliaires restant dans le département. Pourtant l'insuffisance de personnel se fait sentir partout et les besoins chiffrés par les syndicats dépassent le nombre des auxiliaires licenciés.

Une première manifestation de 300 personnes s'est déroulée à l'intérieur des locaux de la direction le 8 décembre pour appuyer la délégation intersyndicale. Le 16 décembre l'intersyndicale CFDT-CGT-SNUI-FO a déposé un préavis de grève.

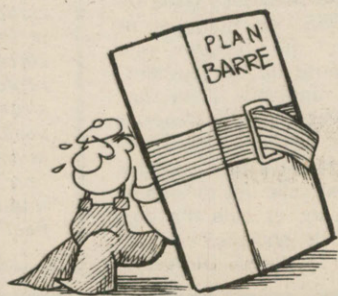
Correspondant

Fougères

• Après la fermeture de trois usines de chaussures : Réo, Vorel, Baudouin en janvier et février 76, une autre entreprise fougèraise a déposé hier son bilan. Les 130 employés de la Cristallerie fougèraise vont donc rejoindre les 1824 chômeurs officiellement recensés sur une population de 27 000 habitants.

Pour décourager toute riposte conséquente des travailleurs les pouvoirs publics ont engagé une large vague de répression. Après toute une série d'intimidations de tracasseries et d'inculpations de militants, ils ont décidé d'aller plus loin : expulser les travailleurs de Réo qui occupent leur usine depuis le mois de février et vendent leurs chaussures. A cette fin 15 militants syndicaux de Réo sont convoqués vendredi 17 au tribunal de Rennes. Affaire à suivre.

Correspondant



Le Congrès face à la normalisation

Le délégué de Moulinex :

« ... L'UR (doit) intervenir énergiquement auprès de la confédération pour que cesse le dénigrement systématique de certains militants taxés de qualitatifs en vogue actuellement, que la presse syndicale CFDT cesse de se gargariser avec des illustrations qui sont inadmissibles : taxer de « coucou » et Cie des militants très actifs qui sont toujours aux côtés des travailleurs en lutte sous prétexte qu'ils n'appartiennent pas aux partis du Programme commun, nous semble déplacé venant de certains promoteurs des Assises du socialisme. »

L'Union de secteur de Caen (1/3 des syndiqués de l'UR)

« ... Nous refusons de juger les militants sur leur appartenance politique, mais sur leur pratique syndicale, sur le respect de la démocratie. »

« L'attitude autoritaire de la confédération semble remettre en cause le principe de fédéralisme, base même de notre organisation. »

La résolution générale :

Article 45 : « Précisons aussi que nous refusons de confondre le « gauchisme » que nous désapprouvons, avec le courant révolutionnaire qui a toujours existé et qui a sa place dans le mouvement ouvrier français et donc de faire l'amalgame entre « gauchistes » et militants « d'extrême gauche »

Pierre Bureau, représentant confédéral, expliquait :

« ... Il est vrai que la part prise dans les assises par des responsables nationaux ou régionaux a engagé en partie notre organisation. Il est vrai que le grand nombre d'adhérents CFDT maintenant militants au PS dans ses divers courants peut présenter des risques notamment en important dans la CFDT les luttes entre les courants internes du parti. Ces risques existent. Il faut donc en avoir conscience pour se prémunir contre leurs conséquences... Ce sont bien des problèmes de pratique syndicale, de comportement syndical qui sont en cause... C'est de la part de certains groupes une volonté de destruction de la CFDT pour mieux la dominer et l'inscrire dans la logique de telle ou telle stratégie extérieure à notre organisation... »

J'AI TENU
PERSONNELLEMENT
À PASSER PAR
LA CHEMINÉE...



Le Noël du père grisou

Les orphelins des mineurs tués à Merlebach sont bien heureux. Hier, ils étaient les invités de Giscard à l'occasion du « traditionnel arbre de Noël de l'Elysée ». Ils ont vu du beau monde : les enfants bien élevés du personnel de l'Elysée, Annie Cordy qui animait « la fête »...

Giscard qui ne sait pas le prix du ticket de métro, qui ne sait pas qu'il faut payer sur les autoroutes, connaît à fond l'art de faire peuple. A la semaine sur le travail manuel, il exalte le travail et l'effort pendant que ses flics éloignent les licenciés du Parisien libéré ; à l'Elysée, il gâte 21 orphelins dont les pères sont morts victimes de l'incurie et de l'irresponsabilité des Charbonnages de France. C'est ça la générosité.

HLM Story

LA DEMISSION D'UN CONCIERGE (suite)

A nouveau, un gardien de l'Office public des HLM, cette fois à Argenteuil, a choisi de démissionner, lassé des conditions de vie et de travail, lassé de devoir obéir sans discussion à des ordres absurdes.

Comme tous les matins, il devait débarrasser les locaux où sont entreposés des objets encombrants (vieilles mobylettes, vélos, etc). Mais son surveillant, un certain M. Santoni, lui avait demandé de faire une petite exception... pour un local occupé par le fils du commissaire de police d'Argenteuil. Ce local sert en effet à entreposer des mobylettes et autres engins volés arrivés entre les mains de la police. Le gardien qui

n'a pas accepté de faire cette exception, a sorti tout ce qui se trouvait dans ce local.

Hospitalisé

Règlement de comptes s'en suivirent, avec coups et blessures : le gardien dut être hospitalisé.

Par ailleurs, depuis des mois, ce gardien se plaignait de la présence de cafards dans sa loge, qu'aucune intervention n'est venue détruire.

Plutôt que de vivre avec ces bestioles, et... de supporter plus longtemps les vexations et l'attitude des membres de la hiérarchie des HLM, il a préféré partir...

Ils étaient 4000 à Rennes pour soutenir Lanoë, l'éducateur nantais

« NOTRE ROLE N'EST PAS D'ETRE DES POLICIERS »

Couloirs surveillés par les képis, Palais de justice occupé par cinq CRS à chaque pilier, il fallait faire partie de la famille ou être journaliste pour entrer au procès en appel de Lanoë, l'éducateur nantais condamné pour excitation de mineur à la débauche.

Educateur en prévention auprès des jeunes du quartier populaire des Dervalières à Nantes, il avait voulu parler des relations sexuelles telles qu'elles se déroulent entre jeunes et des grossesses qui en découlent : « Une fille du quartier est tombée enceinte comme cela. Elle a cherché à avorter clandestinement. Elle a failli y laisser sa peau. »

Lanoë a donc posé le problème de la contraception : « Les préservatifs, c'était un premier pas pour la reconnaissance des filles par les garçons. »

Le président Jouberto s'indigne surtout de la tolérance : « Vous ne pouviez pas mettre les filles dans une pièce, les garçons dans une autre et dormir avec eux ? » Lanoë répond : « Ce serait une hypocrisie. Il faudrait une heure aux jeunes pour retourner ensemble. »

Le président préside

Le président ne comprend pas : « Vous n'étiez pas un maître sévère, vous laissiez tout faire, surtout le soir... »

Lanoë réplique : « Il faut que vous sachiez que comme éducateurs, notre rôle n'est pas d'être des policiers. » Cette logique échappe au président. Lanoë lui pose des questions pendant qu'on entend, dehors, les premiers manifestants : « La police ramasse des jeunes en train de faire l'amour dans les caves. Elle les garde pour la nuit. Qu'est-ce que ça résout ? » Le juge touche le fond de sa pensée sociale : « Il y a quand même des poursuites pour atteinte publique à la pudeur ». Lanoë se tourne ensuite vers le parquet : « Pourquoi l'instruction n'a pas entendu les parents, les filles, retenu les déclarations des éducateurs qui ont expliqué qu'il s'agissait d'un travail collectif ? »

Lanoë s'étonne de l'application de la loi sur les proxénètes à un travailleur social. « Nous ne vous assimilons pas aux proxénètes », s'irrite le président. Alors ?

Trop de bruit !

A l'extérieur, 3 à 4 000 personnes font le tour du palais à l'appel de la CFDT santé nationale, locale, parisienne, de nombreuses sections et des comités de soutien : « Educateurs, on vous dit que vous devez être au service de ceux qui vous paient leurs conditions de vie »

Ces bruits de manif portaient jusqu'à l'audience au début de la plaidoirie. A les entendre, le juge devint vert, violet, marron...

Il se lève soudain : « Je ne parlerai pas tant qu'on ne fera pas taire ces brailards » L'audience reprend une heure plus tard. Bruit intolérable pour ceux qui s'apprêtent à aggraver la peine des éducateurs nantais, pour faciliter la liquidation de l'éducation en prévention.

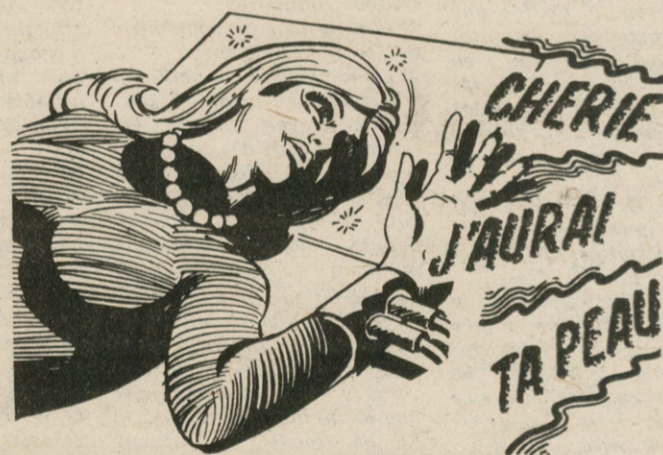
La sentence le 20 décembre.

GAULT EST PATIBULAIRE

« Les vrais Marseillais semblent avoir abandonné leur ville aux envahisseurs... On entre dans un Chicago où Dillinger se serait appelé Mustapha. Cette foule frôleuse, patibulaire, désœuvrée, malade, pathétique, vous enserre et ne vous quittera plus. »

C'est dans le Nouveau Gault et Millau et, d'après les juges de Marseille, ce n'est pas raciste. Ils ont débouté la LICA qui avait porté plainte. Nous nous ferons donc un plaisir de vous le confier : MM. Gault et Millau, aperçus un jour à la télé, ont des mines patibulaires.

On a trouvé ça à... Troyes



GRAND CHOIX DE PEAUX NATURELLES

| | |
|------------------------------|------|
| CHEVRES DE CHINE extra choix | 180F |
| CHEVRETTES EXOTIQUES | 90F |
| NAPPES BLAIREAU | 180F |
| NAPPES CHIEN LOUP | 270F |
| PEAU DE VACHE à partir de | 420F |
| COUSSINS | 70F |

DESSUS DE LIT
Chien loup, Chevrete, Lapin, etc...

CAMELEON

5, rue Colonel Driant - 10 TROYES

C'est trop d'humour... ou de dégoût : cette publicité a été publiée dans Aube contact, journal d'annonces gratuites diffusé dans la région de... Troyes. Au moment où précisément deux jeunes filles de 16 et 18 ans étaient violées ; les Noëls passent, le sexisme demeure, mais il y a des occasions où trop, c'est vraiment trop...

Les temps modernes

22 ZECOLOS EN PROCES

Aujourd'hui comparaissent en correctionnelle à Belley (Ain) 22 militants écologistes qui avaient bloqué un convoi exceptionnel transportant une cuve de 260 tonnes et de 62 mètres de longs, destinée à la centrale nucléaire de Bugey. Les faits se sont déroulés le 7 août dernier, les zécolos avaient rencontré le convoi au retour de la manif contre le surgénérateur de Malville...

CREATION DU CENTRE D'ACTION ECOLOGIQUE EUROPEENNE

Une trentaine des personnalités

viennent de créer le Centre d'action écologique européenne. Leur manifeste affirme qu'« une seule priorité s'impose : subordonner l'économie aux impératifs biologiques, sociaux, psychologiques et spirituels de l'écologie en les situant en deçà et au-delà de toute préoccupation politique à court terme ». Parmi les signataires : René Dumont, Alain Bombard, Jean-Marie Domenach, Denis de Rougemont...

COMME UNE ODEUR DE CIDRE ...

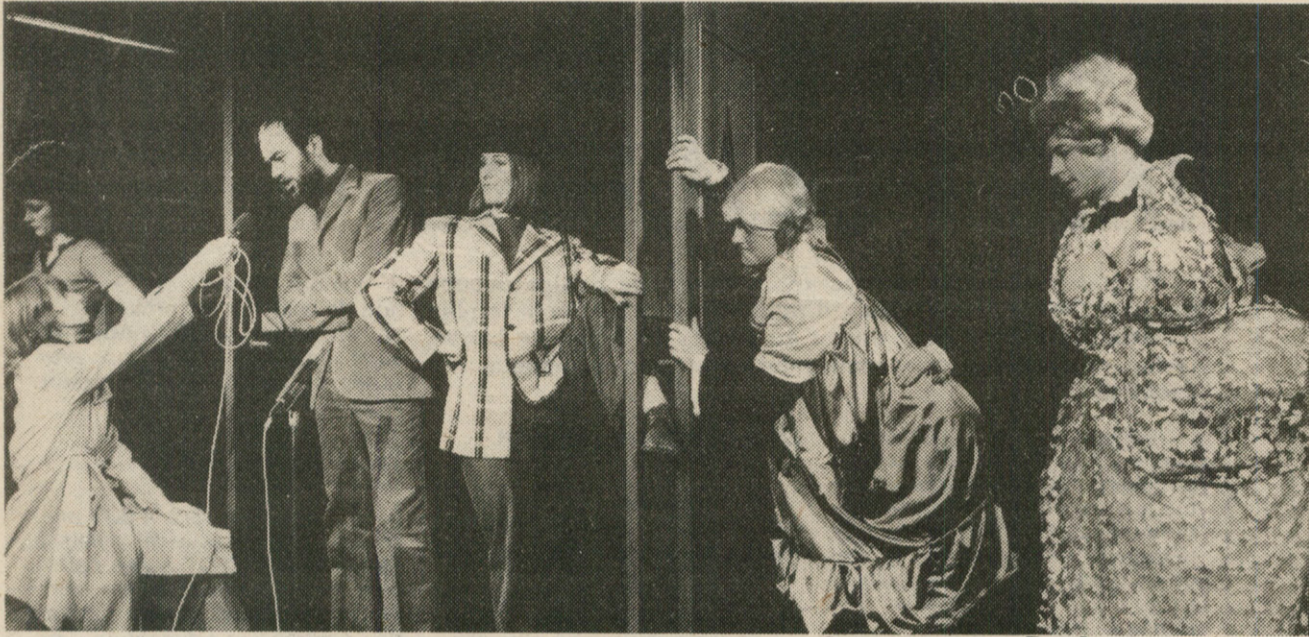
Les habitants de St-Pierre-de-Corneilles (Eure) sont privés d'eau potable depuis 5 jours par suite de la pollution de la source alimentant le village. Plusieurs tonnes de lie de cidre ont été déversées dans

un étang situé près de la source. Elles provenaient d'une cidrerie proche et avaient été collectées par un ramasseur spécialisé qui, au lieu de les déposer dans une marnière comme on le lui avait prescrit, a trouvé plus pratique de balancer le tout dans l'étang... Du coup, c'est un liquide jaunâtre et nauséabond qui coule des robinets de St-Pierre. Le maire et la société d'adduction d'eau ont porté plainte.

PLANTUREUX REVEILLON

Des malfaiteurs se sont emparés d'un semi-remorque en stationnement à Agen, chargé de 24 tonnes de conserves alimentaires. Gare à l'indigestion.

UN FRONT CULTUREL AUX PAYS-BAS (1)



Le groupe « Proloog »

En 1974 s'est constitué aux Pays-Bas un front culturel, composé de groupes de « culture de lutte » hollandais et belges. Ce front a tenu à Tilburg (sud de la Hollande), les 20-21 novembre, son troisième « week-end d'étude », que nous avons suivi.

L'existence d'un front culturel, dans les pays qui connaissent une radicalisation parmi les plus faibles d'Europe, doit poser aux militants culturels et politiques de chez nous, où l'état de la lutte de classes est nettement plus avancé, mais où, malgré l'émergence de nombreux groupes culturels militants, un tel front n'est pas encore apparu, des questions qu'il est nécessaire d'aborder.

Dans cette première page, nous commençons par reproduire deux entretiens que nous avons eus avec les deux groupes de théâtre, respectivement hollandais et belge, qui ont été à l'initiative du Kultureel Front et avec qui nous avons essayé de situer leur travail.

Demain, nous reproduirons la première partie de la plate-forme qui a servi de base à la constitution du KF, nous rapporterons l'essentiel de son week-end d'étude et tenterons de faire ressortir quelques aspects communs aux situations hollandaise et française.

Entretien avec la troupe belge « Le cheval de Troie »

Dora : dans les Pays-Bas, le théâtre s'est radicalisé à partir du théâtre professionnel. Mais c'est différent pour la Belgique : un théâtre amateur s'est créé à partir de la radicalisation politique...

Michel : Sauf peut-être pour ce qui nous concerne. Nous venons d'une troupe officielle, qui à un moment donné, a voulu faire de la recherche (adaptation du « Scapin » de Molière, de l'« Idiot » de Dostoïevski). Dans cet esprit, elle avait formulé le besoin d'aller en Tchécoslovaquie. Ce fut une levée de boucliers : les autorités l'ont dissoute, en payant même un an de salaires. Certains comédiens sont retournés au théâtre officiel, d'autres ont formé « Le Cheval de Troie »...

Franck : Ce qu'il faut voir c'est que la radicalisation est venue du milieu théâtral et non militant...

Yann : En fait, ce milieu de comédiens radicalisé a créé un lien avec des jeunes travailleurs qui tentaient de s'exprimer par le théâtre. « Le Cheval de Troie », c'est le résultat de cette rencontre...

Razdac : Qui a lieu à partir de la radicalisation politique en Belgique ?

Michel : Oui. Avant 68 déjà, il y a eu le mouvement étudiant de l'université catho-

lique de Louvain en 66, puis le « mouvement de mars » à Gand, etc. Après 68, il y a eu les grèves des mineurs en 70-71. Donc avant qu'apparaissent des groupes culturels militants il y a eu tout un cheminement idéologique qui a eu aussi ses répercussions dans le théâtre officiel.

Politique et théâtre

Franck : Il y a deux périodes dans la radicalisation des troupes militantes :

1° Il s'agissait de comédiens qui se radicalisaient ;

2° La radicalisation politique elle-même devenait l'essentiel du travail théâtral. On travaillait avec des amateurs et on voulait faire au premier chef du théâtre politique. Ce qui donnait un théâtre pauvre, donc un énoncé politique qui aurait pu être dit autrement que par le théâtre. Maintenant, nous remettons en cause cela. Et c'est une discussion qui traverse le Kultureel Front. C'est une tâche importante pour le KF de trouver les moyens d'expérimenter toutes les richesses qu'offre le théâtre, pour être politiquement efficace...

Dora : Ce qui a impulsé le KF ce sont en 74 les conflits de

« Proloog » avec le gouvernement hollandais concernant les subventions. C'est là que tous les groupes culturels militants se sont réunis : pour les Hollandais il s'agissait de lutter contre le retrait des subventions, pour nous il s'agissait d'en obtenir...

Le Kultureel Front

Michel : Et pour nous un KF, cela voulait dire avoir une structure capable de riposter à chaque instant où il y aurait une attaque du pouvoir, capable d'organiser des manifestations... Maintenant, avec le reflux de la situation de 74, des problèmes se posent. Actuellement, peu de groupes belges travaillent effectivement dans le KF. Il y a là des questions matérielles : plus de groupes amateurs qu'en Hollande, peu qui sont subventionnés, et c'est une barrière pour se réunir, pour être disponible et débattre. Et, effectivement, alors que le KF doit se donner pour tâche d'élaborer davantage sur des questions de forme ou de relations entre notre orientation militante et le médium théâtral, beaucoup se sentent difficilement concernés par cette tâche...

Entretien avec la troupe hollandaise « Proloog »

« Proloog » est né en 1965, dans le théâtre officiel, comme délégation de ce théâtre pour éduquer la jeunesse :

Lisette : Il s'agissait d'amener les enfants à apprécier la culture bourgeoise... Mais à travers notre pratique nous avons compris que les jeunes n'étaient pas intéressés par la culture officielle : ce n'était pas leurs problèmes qu'on montrait. Ce qui nous a posé des questions. Alors nous avons pris un tournant qui consistait à introduire des jeux dans les classes et à jouer avec les élèves dans le but d'élever leur créativité. Il s'agissait toujours d'éduquer, mais pas dans le sens entendu officiellement.

● **Razdac :** Est-ce que ce tournant est lié à la radicalisation née de la guerre du Vietnam et à celle étudiante et ouvrière en Europe autour de 68 ?

Lisette : Bien entendu. Mais plus indirectement qu'en France... Comme mouvements sociaux : en 66, il y a eu une grève nationale des métallos, mais marquante surtout à Amsterdam et Rotterdam ; et en 72, nous avons connu notre première occupation d'usine, à Breda, chez Enka (Sud)... Ici (Eindhoven) : forte concentration des usines Philips qui emploient 40 000 personnes sur 100 000 habitants) il n'y a rien eu de notable... Par contre, ce qui a marqué la Hollande, c'est ce qu'on a appelé « l'action tomate » : c'était des intellectuels, jeunes comédiens et élèves des écoles dramatiques, qui jetaient systématiquement des tomates sur les comédiens du théâtre bourgeois dont l'hypocrisie était devenue insupportable.

Une haine qui n'existe pas encore.

« Proloog » a créé des pièces sur l'enseignement : sur les plans du gouvernement, parfois en remontant dans l'histoire : le mouvement anabaptiste au

XVI^e qui avait propulsé l'enseignement dans le contexte de la Réforme ; des pièces sur le travail : les débouchés dans la production pour les jeunes ; sur la prolétarianisation de la petite bourgeoisie ; des pièces également sur l'armée, sur le Chili : à propos de l'alternative réformiste-révolution. Autant de thèmes centrés pour « Proloog » sur la lutte des classes, mais qui, comme le remarquent nos interlocuteurs, n'ont pas d'ancrage dans des expériences de lutte. Ceci vaut d'être noté, car il en résulte un mode de traitement différent, par exemple, d'une pièce belge que nous avons vue la veille et qui malmenait durement la social-démocratie, à partir de la grève des dockers à Anvers en 73.

RIK : En Hollande, nous ne sommes pas encore capable de jouer dans ce sens, parce qu'il faut pour cela une haine de la bureaucratie et de la social-démocratie que nous n'avons pas encore. On la hait, certes, mais sourdement, c'est très loin d'être une haine ouverte. Le niveau de conscience de la classe ouvrière hollandaise est beaucoup plus réformiste qu'en Belgique.

Lisette : La grève qu'on a vue dans la pièce d'hier, où on voit les sociaux-démocrates appeler les flics contre les grévistes, non seulement par intérêt de stratégie politique, mais à cause de son avancement dans les institutions (en Belgique, les portefeuilles dans les appareils d'Etat sont distribués au quota par partis et syndicats), c'est quelques chose que les camarades qui jouent ont vécu... Ce qui implique une optique toute autre que celle que nous pouvons avoir...

Intervention et fonctionnement.

RIK : On tourne dans tout le pays : dans les écoles, les centres de formation pour les jeunes apprentis ; on est aussi invité par des associations

progressistes : parents d'élèves, par exemple. Parfois on est invité par les syndicats...

● **Razdac :** A jouer dans les entreprises ?

Lisette : Non. Dans les soirées de débat ou dans des fêtes... Par contre le 1^{er} Mai — seulement ce jour-là — les partis de gauche nous invitent...

RIK : Quant à notre fonctionnement. Nous sommes 35 et fonctionnons par brigades de 8 ou 10, qui travaillons sur des pièces différentes. Mais cela varie : en ce moment par exemple nous avons trois groupes de production... On a une réunion plénière toutes les trois semaines, dans laquelle on débat des thèmes, de leur traitement, des problèmes qui leurs sont liés, et où on répartit le travail. Entre-temps les groupes enquêtent, se documentent, élaborent...

● **Razdac :** les sketches ou pièces sont écrits collectivement ?

Lisette : Oui. A un, deux ou trois une scène, ou plusieurs, puis on se réunit, on discute, on corrige, etc, mais c'est selon les capacités...

Le problème des subventions.

Lisette : En 74, le gouvernement a voulu transférer la charge de nos subventions aux provinces et communes. Autrement dit, on allait dépendre des rapports de forces politiques locaux au demeurant très fluctuants : ici, par exemple, en ce moment, notre province est chrétienne-réac. Ensuite, nous avons déjà vécu ce mode de subventionnement : on était subventionné par quatre communes. Cela veut dire, si on en revenait à ce système, qu'on passerait notre temps à quémander et à discuter les montants.

« Proloog » dispose d'une subvention de un million neuf cents florins (soit trois millions huit cents francs), que le gouvernement remet en cause. C'est sur la base de ces tracasseries que s'est formé le Kultureel Front, sur lequel nous reviendrons demain.



La troupe « Le cheval de Troie »

Voyage à travers le Vietnam réuni

Le IV^e Congrès du Parti des travailleurs vietnamiens s'est ouvert mardi 15 décembre devant 1 000 délégués venus de tout le Vietnam réuni. Alors que 29 délégations étrangères, dont la délégation soviétique, étaient représentées, la Chine n'a envoyé aucune délégation à Hanoï. Ce qui n'a pas empêché Le Duan,

premier secrétaire du parti, de développer la thèse traditionnelle des communistes vietnamiens favorables à une « meilleure cohésion » du camp socialiste.

Nous publions aujourd'hui la deuxième partie d'un reportage réalisé cet été au Vietnam. Nous reviendrons prochainement sur les résultats du congrès du PTV.

2/ LE CHOC DU SUD

Le Sud, aucun de nos interlocuteurs vietnamiens n'en fera mystère, est le grand problème de l'heure. Au niveau le plus banal, le Sud est déjà présent au Nord sous la forme de bandes enregistrées de musique occidentale venues tout droit des cabarets de Saïgon, dite « musique jaune », et de biens de consommation nouveaux. Il est présent dans les conversations de ceux qui en reviennent. 30 ans d'histoire séparée, de développement différent, de bouleversements culturels au Sud après 15 ans de présence américaine, l'héritage de la guerre, tout cela constitue un complexe et redoutable faisceau de problèmes.

Face à une croissance démographique accélérée et à l'insuffisance des terres cultivées — au Sud seulement 55 % de la surface cultivable est exploitée — il s'agit de parvenir à l'autosuffisance alimentaire et d'absorber les 3 millions et demi de chômeurs du Sud (au Nord, il n'y a pas de chômeurs). Une des priorités du PTV est la récupération des terres en friches ou dévastées par la guerre.

Pour l'ensemble du Vietnam, les possibilités sont en principe considérables : de l'ordre de 6 millions d'hectares dont plusieurs centaines de milliers d'hectares ont déjà été défrichés en une année. Le PTV cherche d'autre part à intégrer les paysans du Sud dans les coopératives : un million de personnes ont quitté la ville pour s'installer dans les 700 nouvelles zones économiques. Dans les régions où la terre est peu fertile, le gouvernement a moins de difficultés à convaincre les paysans que le travail en collectivité dans les coopératives agricoles améliore les rendements. Par contre, dans le delta du Mekong où la terre est riche, les paysans sont plus réticents.

A la campagne

Au Sud les conditions de l'agriculture restent arriérées, mais la fertilité du sol, un climat favorable et l'absence de calamités naturelles, par rapport au Nord exposé aux inondations et tempêtes qui dévastent chaque année ou presque une partie des récoltes, offrent la possibilité de rendement très élevé. Toutefois, l'assimilation des paysans dans les coopératives ne se fera pas d'un coup.

Au Nord où l'intégration des paysans dans les coopératives agricoles est presque complète, les autorités connaissent qu'on n'a pas encore pu tirer partie de toutes les potentialités à cause d'une certaine arriération due à la guerre, au manque de

machines, à l'insuffisance des réseaux d'irrigation et aux insuffisances des coopératives elles-mêmes.

Aussi pour quelque temps encore le développement de l'agriculture devra s'appuyer sur les possibilités existantes tout en s'acheminant vers la réorganisation des coopératives, dans le sens de la concentration sur une échelle de plus en plus grande, soit, l'envergure d'un district, 10 000 hectares étant l'échelle envisagée pour passer de la petite production à la grande production.

Mais en fait, la campagne ne pose pas de problème vraiment grave. Les difficultés les plus grandes sont celles posées par les villes, et tout particulièrement Saïgon, la corrompue et la corruptrice.

Saïgon la corrompue

Au dire des étrangers qui ne l'ont pas quittée, Saïgon

est toujours pareille, les trafics divers n'ont pu être vraiment enravés, les filles se prostituent toujours, celles qui n'ont pas été ramassées et celles qui sont fraîchement nées, habillées à la dernière mode, soigneusement maquillées — comment les « frères bo doi » (3) sortis de l'austérité du maquis ou venus du Nord ne seraient-ils pas tentés. Cholon, hier bastion de tous les trafics, n'a pas cessé d'inventer des expédients pour contourner les mesures prises par les autorités.

Si les cadres du parti et du Front tiennent la ville, il n'en va pas de même des mentalités, dans cette ville au lourd passé, gonflée artificiellement par les impérialistes américains qui y ont imposé des modes culturelles occidentales et balayé les valeurs traditionnelles on y a dépêché les meilleurs cadres, mais dans ce contexte déconcertant et déprimant, marqué par une absence de coopération de la part de la population, certains d'entre eux ont demandé à être rapatriés au Nord.

Les réseaux de distribution que l'Etat a mis en place pour combattre la spéculation ont été partiellement sabotés par les commerçants chinois, qui ont jusqu'ici réussi à maintenir leur contrôle, achetant aux paysans le riz à un prix supérieur à celui offert par l'Etat et le stockant pour le remettre sur le marché à petites doses et au prix fort. La majorité de la population continue à vivre du petit commerce.

Jusqu'ici, les autorités ont fait preuve d'une très grande tolérance. Mais pour combien de temps pourront-elles continuer dans cette voie ? Parviendront-elles à assainir la situation sans recourir à des méthodes coercitives ?

Une masse de billets contrefaits

Toucher à Cholon, commu-

nauté chinoise très homogène et commerçante, forte d'un million d'habitants, n'est pas une mince affaire. Depuis la libération de Saïgon, toutes les mesures prises par le PTV ont été contournées dès leur mise en application. La réforme monétaire n'a pas eu d'effet (4).

Quelques jours après, des masses de billets contrefaits étaient mis en circulation. Après la libération, on misait sur l'épuisement des stocks laissés par les Américains, pour que les activités des Chinois de Cholon meurent d'elles-mêmes. Mais, fait étrange, 16 mois plus tard, ces fameux stocks sont toujours aussi variés et aussi bien fournis. Fin août, un nouveau décret a été lancé aux termes duquel tous les commerçants qui ont réalisé un profit de plus de 10 %, depuis avril 1975, devront payer 80 % de taxes rétropectives. Les taxes vont augmenter de 100 % à partir de juillet 76, aussi rétropectivement. Il est encore trop tôt pour dire si ce décret qui vise tout particulièrement les marchands chinois aura raison de Cholon.

Avec les compagnies étrangères

Si l'économie reste fondamentalement gérée par l'Etat et le retour au capitalisme exclu, les différences sur le plan économique — deux secteurs au Nord, cinq secteurs au Sud (5) — posent tout le problème de la réunification. On estime que 60 % des entreprises industrielles de Ho-Chi-Minh Ville sont en main de l'Etat.

Mais seuls 2/3 de l'ensemble des entreprises fonctionnent normalement à cause du manque de pièces de rechange et de fournitures de base. Ce n'est donc pas dans le secteur industriel qu'on pourra, dans l'immédiat, absorber les nombreux sans-emplois. La politique en matière d'investissement de capitaux étrangers n'est pas

rouge



Dans les rues de Saïgon libéré, une voiture anime la campagne électorale d'août 76.

encore annoncée officiellement. Toutefois, le nombre d'hommes d'affaires japonais notamment, qui ont été invités dernièrement par le Vietnam et intéressés à investir dans un pays si riche de possibilités inexploitées, indique que le gouvernement examine sérieusement les perspectives de développement ouvertes de ce côté. D'ailleurs au Sud, les compagnies françaises et japonaises montent des appareils électriques et des voitures ont été autorisées à poursuivre l'importation de pièces nécessaires. Des officiels ont déclaré au cours de conversations privées, qu'ils souhaitent voir les compagnies étrangères poursuivre leur production jusqu'au moment où des négociations bilatérales auront permis de mettre sur pied de nouveaux accords : « Nous ne pouvons certainement pas autoriser les compagnies étrangères à exploiter notre pays comme sous l'ancien régime, mais nous accueillerons favorablement une coopération sur la base de l'indépendance et de l'intérêt mutuel. »

Quelles perspectives ?

Confronté à une série de réalités extrêmement nouvelles, le Vietnam se trouve au seuil d'une période décisive de son évolution. Comment et de quelle manière seront empoignés les problèmes relatifs au passage d'une économie de guerre à une économie de paix, et quelles en seront les répercussions sur le fonctionnement du parti et son articulation avec les organisations de masse et les masses elles-mêmes ? Quelles seront la portée et les conséquences de la campagne antibureaucratique en cours ?

Vis-à-vis de toutes ces questions, trois éléments nous semblent devoir jouer un rôle déterminant : la combativité et le niveau de conscience des travailleurs vietnamiens, l'impact du choc culturel et économique avec le Sud et l'évolution de la situation

dans les pays voisins de la péninsule indochinoise, particulièrement à moyen terme l'évolution de la Thaïlande.

Le degré de mobilisation et de politisation des masses, au Nord surtout, commandera partiellement l'issue du procès antibureaucratique en cours. On peut escompter de côté-là un sérieux atout pour le Vietnam : une population qui a pris conscience de ses droits, de sa force, au cours d'une lutte extrêmement longue. La question du Sud nous paraît plus malaisée à définir aujourd'hui.

Ho-Chi-Minh-Ville — et la façon dont ses problèmes seront réglés — va jouer et joue déjà un rôle ambigu, à la fois corrompue et stimulateur. Fonction de la capacité de la direction à résoudre les problèmes posés, trois choses nous paraissent pouvoir en sortir : un glissement vers une ligne réformiste et économiste sous la pression de l'attrait exercé par l'accès possible à un certain type de consommation, un raidissement autoritaire dans une tentative de régler bureaucratiquement les problèmes ou une sorte de nouvelle jeunesse du PTVN et une évolution dans le sens d'un approfondissement de la démocratie socialiste et du rôle des masses dans les processus de décision. Cette dernière éventualité est liée à la question de la politisation des masses soulevée plus haut.

En outre, sur le plan intérieur, la capacité prouvée des Vietnamiens en général et de la direction du parti à tirer des leçons des événements, à rectifier les orientations à la lumière des résultats, leur souplesse et leur vivacité d'esprit, leur habileté à tirer parti de l'aide extérieure sans en être prisonnier, ne sont pas un moindre atout. A moyen terme, le poids qu'aura l'issue de la crise thaïlandaise n'est pas à souligner, la question clé nous paraissant être la rapidité de son dénouement. Selon que la révolution y triomphe dans les 3 ans ou seulement dans 10 ans, le cours des événements au Vietnam en sera différent.



Dans les rizières du Vietnam en paix

Fin